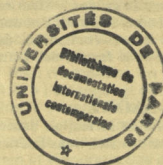


le monde libertaire

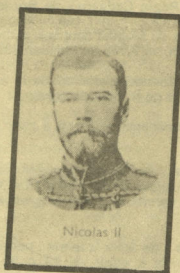
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°652 JEUDI 26 FÉVRIER 1987 8,00 F



U.R.S.S. 1917-1987



Rien de nouveau pour les travailleurs

PORTS
Une restructuration
à l'échelle
européenne.
PAGE 4 ET 5

ALGÉRIE
Défi contre l'Etat
et le parti
à Constantine.
PAGE 8

NLLE-CALÉDONIE
Comment briser
le mouvement
kanak ?
PAGE 12

F°P.2520

communiqués éditions

• PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• TOURS

La permanence du groupe « Maurice-Fayolle » de Tours change de jour et d'heure, elle aura lieu dorénavant chaque lundi (sauf pendant les vacances étudiantes), de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la table de presse.

• HAUTE-SAÛNE

Une liaison est en formation dans la Haute-Saône. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• DIJON

Le groupe de Dijon présente une exposition sur la révolution espagnole (1936-1939) en son local « La Mistoufle », 61, rue Jeannin, Dijon. Cette exposition est visible pendant tout le mois de février, le mardi de 18 h à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h. Table de presse et buvette sont assurées à toutes nos permanences.

• CARCÈS

Une liaison F.A. vient de se créer sur Carcès et sa région (Haut-Var). Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• DRAGUIGNAN

Une liaison F.A. vient de se créer sur Draguignan et sa région (Var). Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• GRASSE

Une liaison F.A. vient de se créer sur Grasse et sa région. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• PARIS

La commission de propagande des Relations intérieures reprend sa série de cours sur l'anarchisme. Le prochain aura lieu mardi 3 mars à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (M^o Abbesses). Thème : « Le mouvement anarchiste en France » par Gaetano Manfredonia.

• BOURGOIN

Pour contacter le groupe de Bourgoin : « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• BOURGOIN

Le groupe de Bourgoin organise avec la C.N.T. une conférence-débat : « Qu'est-ce que le syndicalisme révolutionnaire ? », le vendredi 20 mars, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• AFFICHE

Le groupe de Brest a édité une affiche 65 x 92. Prix à l'unité : 10 F. Au-dessus de 10 exemplaires, prix à l'unité : 1,20 F.



• ENVELOPPES

Deux enveloppes ont été éditées : l'une à propos de Michel Bakounine et l'autre de Louise Michel. Elles sont mises en vente au prix de 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 ex., 1 F (50 ex.), 0,80 F (100 ex.) et disponibles à la librairie du Monde libertaire.

• AFFICHE



L'affichette ci-contre (60 x 42) est disponible à la librairie du Monde libertaire : en soutien, 5 F ; prix à l'unité : 1 F ; à partir de 10 exemplaire : 0,50 F (l'unité).

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n°10 d'« Alternative libertaire 49 », journal édité par le groupe F.A. d'Angers est sorti. On peut le recevoir contre 2,20 F en timbre ou, encore mieux, en s'abonnant : 20 F pour l'année. Chèques à l'ordre de l'A.D.E.I.R. « Alternative libertaire 49 », c/o groupe F.A., 8, rue de Buffon, 49000 Angers.



• « ESPAGNE 36 »

Le groupe Sacco-Vanzetti informe de la parution du livre : « Espagne 36. Images de la révolution sociale ». Cet album photos, en cinq langues (esperanto, anglais, français, espagnol et italien), est disponible au prix de 100 F à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »
ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Dans le monde : Editorial, Gorbatchev contre les féodaux, A l'Est du nouveau ? — PAGE 4, Luttes : En bref, Restructurations dans les ports européens, Pions en mouvement — PAGE 5, Luttes : Restructurations (suite), Victoire au C.H.S. de Villejuif — PAGE 6, Société : Le beurre..., Le Fric c'est sacré, La guerre des Halles, Dénoncez votre voisin — PAGE 7, Société : Profession... tueur, Histoire d'un journalisme très insoumis — PAGE 8, Dans le monde : A propos des émeutes de Constantine — PAGE 9, Informations internationales : Grèce, Brésil, Chili, Espagne, R.F.A. — PAGE 10, Archives : « Mujeres Libres » — PAGE 11, Expressions : Note de lecture, Edition, Programmes de Radio-Libertaire, Dessin — PAGE 12, Dans le monde : Nouvelles de Kanaky.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

liste des groupes f.a.

- PROVINCE
- GROUPE Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.
 - LIAISONS Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Haut-Doubs — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — Vosges : liaison des Vosges.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

- PROVINCE
- AISNE Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.
 - ARDECHE Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 - BOUCHES-DU-RHÔNE Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
 - CHARENTE-MARITIME Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
 - CÔTE-D'OR Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistoufle, 61, rue Jeannin, Dijon.
 - CÔTES-DU-NORD Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
 - DOUBS Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
 - FINISTÈRE Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
 - HAUTE-GARONNE Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
 - GIRONDE Groupes « Durruti » et « Pépín Cadavre » de Bordeaux : permanence tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
 - HÉRAULT Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
 - ILLE-ET-VILAINE Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
 - INDRE-ET-LOIRE Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires), de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
 - LOIRE Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
 - LOIR-ET-CHER Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).
 - LOIRE-ATLANTIQUE Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.
 - MAINE-ET-LOIRE Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).
 - MANCHE Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
 - NORD Groupe de Lille : permanence le mardi, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, Lille (M^o République).
 - PYRÉNÉES-ORIENTALES Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
 - SEINE-MARITIME Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
 - Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus un répondeur enregistrer est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.
 - VAR Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.
 - VIENNE Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Gorbatchev contre les féodaux

SAKHAROV de retour à Moscou, libération de 140 dissidents, tentatives de réformes politiques de Mikhaïl Gorbatchev : il semble décidément bien se passer quelque chose d'inhabituel en Union soviétique. Certains observateurs parlent déjà de « vague de libéralisation », d'autres de « jeux de dupes ». Vladimir Borissov, l'un des fondateurs du syndicat libre S.M.O.T., a une toute autre analyse. Il est venu la livrer aux auditeurs de Radio-Libertaire lors de l'émission consacrée aux pays de l'Est le 12 février dernier. Vladimir Borissov a été expulsé d'Union soviétique en juin 1980, après 9 années d'internement en hôpital psychiatrique (de 1964 à 1968, puis de 1969 à 1974). Depuis, il représente le S.M.O.T. à l'Ouest.

Vladimir se réjouit bien sûr du flot de libérations : deux de ses amis, membres du S.M.O.T., ont pu quitter le camp de Perne pour rejoindre Moscou. Il s'agit de Lev Volokhonski et de Rostislav Evdokimov, tous deux condamnés en avril 1983 à 5 ans de camp à régime sévère. « J'ai pu rejoindre Lev au téléphone, il ne comprenait pas ce qui lui arrivait. En tout cas, nous avons décidé de fêter la chose en vidant chacun une bouteille de vodka », déclare riant d'enthousiasme Vladimir Borissov.

Prison psychiatrique

Mais le sourire se fige. Parallèlement à ces libérations, deux autres membres du S.M.O.T., Alexandre Skobov et Sitinsky, ont été transférés de l'hôpital psychiatrique en prison psychiatrique. Par ailleurs, une commission locale a décidé que Vladimir Guerchouni, qui s'était joint au S.M.O.T. en 1978, devait poursuivre son « traitement psychiatrique ». Vladimir Borissov s'inquiète : Guerchouni n'est plus tout jeune et les années de camp ont ravagé sa santé.

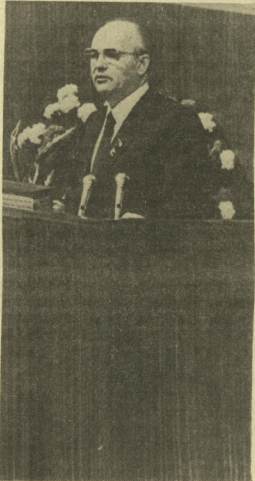
Vladimir Borissov analyse la « libéralisation » d'une façon

assez inhabituelle : l'Union soviétique est sur le point de s'effondrer, seule l'ouverture à l'Ouest peut retarder l'échéance. « On ne bâtit pas une économie sur le travail des esclaves », affirme Vladimir. Gorbatchev se rend très bien compte de l'état lamentable de l'économie soviétique et a compris que seule la coopération avec l'Occident y remédiera. Dès lors, le numéro un soviétique s'emploie à séduire l'Ouest en lâchant du lest sur le plan des libertés.

La crainte des émeutes

La situation est tellement déplorable que la révolte gronde. D'après Vladimir Borissov, Gorbatchev craint les émeutes qui ne manqueraient pas de tourner à l'effusion de sang. Là encore, le secrétaire général du P.C.U.S. veut calmer les ardeurs en amorçant un semblant de libéralisation.

Dans cette volonté de changer les habitudes pour préserver le pou-



voir, Gorbatchev se heurte à de singulières résistances. Il ne s'agit pas tant d'une quelconque tendance dure au sein du Politburo, mais plutôt des chefs de comité de région du Parti. Car, affirme Vladimir Borissov, le pouvoir ne se trouve pas au sein du Politburo, mais entre les mains de ceux qui dirigent les régions.

En fait, il s'agit, selon le représentant du S.M.O.T., d'un véritable système de type féodal. Les chefs des comités de région obtiennent leur poste grâce à leurs amis auprès d'un membre du Politburo. A partir de là, le féodal et son vassal se doivent obligations réciproques : l'homme de Moscou garantit le poste de son ami en Kirghizie, s'abstient d'intervenir dans les affaires de la république, l'autre lui fait allégeance. La puissance d'un membre du Politburo se mesure au nombre de ses vassaux.

Puissance dispersée

Au sein de la république, les comités concentrent un pouvoir énorme et les envoyés de Moscou ne pèsent pas très lourd. En conséquence, la puissance réelle, loin de se trouver centralisée au Kremlin, est dispersée à travers tout le pays.

Mikhaïl Gorbatchev a voulu donner un grand coup de pied dans la fourmière. La partie n'est pas gagnée. On l'a vu, quand le numéro un soviétique a proposé l'élection des secrétaires régionaux au scrutin secret. Il s'attaquait directement aux bases du pouvoir local. Ni le comité central ni le Politburo n'ont repris cette proposition.

Gorbatchev espère réussir son objectif de centralisation, en s'appuyant sur les jeunes élites qui piétinent d'impatience aux portes du pouvoir. Au sein des régions, comme à l'intérieur de l'armée ou du K.G.B., il existe toujours une tendance plus modérée, moins encline à la répression, qui s'oppose aux conservateurs en place. Pour Vladimir Borissov, l'opération pourrait réussir, mais à terme cela

Editorial

LES récentes mesures ultra-protectionnistes prises récemment par la Grande-Bretagne et l'Australie montrent parfaitement que les autorités veulent faire croire que le S.I.D.A. et par conséquent les malades sont les pestiférés des temps modernes. L'interdiction totale, qui est faite aux voyageurs étrangers, de pénétrer sur ces deux îles aux traditions réactionnaires dévoile en fait un monstrueux égoïsme, mais aussi une totale incapacité à affronter le problème de face. Dans les deux cas, ils auraient mieux fait de s'abstenir. Rien n'empêche un Britannique ou un Australien d'attraper le S.I.D.A. à l'étranger et de le ramener dans ses « bagages ». Les médecins le savent évidemment. Mais au moment où l'on n'ose plus se servir du juif comme bouc émissaire, il faut bien trouver quelqu'un. Et ça tombe bien, le virus semble venir d'Afrique. Le corps sain et vigoureux des gens « normaux » doit s'ennorgueillir encore plus d'être sain et vigoureux, non drogué et sexuellement « comme tout le monde ». Alors à quand une telle interdiction sur l'île d'Oleron et sur l'île Saint-Denis ?

Sinon cette année il faudrait commencer à faire des économies, compter tous nos sous et s'acheter T.F.1 avec des copains. A T.V.6., il y a trop d'étrangers et sur la « 5 » aussi... et puis Hersant n'a pas l'air très franc du collier. Un peu nazillon pendant la dernière guerre : ça laisse des traces. Et puis la télé c'est bien. Ça empêche les braves gens de traîner dans la rue. On sait jamais avec le S.I.D.A... C'est culturel aussi, ils ont fait des progrès. On a même entendu chanter : « Bye bye boulot, bonjour la liberté... » Si, c'était dans une publicité pour le loto. Ils ont trouvé ça. Le travail c'est pas la liberté et la liberté c'est avoir plein de sous pour aller faire du bateau. C'est vraiment bien la liberté. Ils se battent tous pour avoir plein de pub aux heures de grande écoute, à tel point que les programmes risquent de devenir des émissions de publicité cautionnant un peu de création. La pub étant bien sûr la principale source de revenus des futures chaînes privées, ça promet...

Nous venons d'apprendre l'arrestation des « chefs historiques » d'Action Directe. Au-delà de la confusion théorique et idéologique de ce groupe terroriste, force nous est d'admettre que l'arsenal répressif de Pasquandraudchalendon ne va pas faillir à sa vante et que le renforcement de l'appareil répressif au cours de ces derniers mois restera en place. Les mesures antiterroristes ne sont qu'un prétexte de plus pour accroître l'autorité de l'Etat. Plus que jamais, la vigilance et le refus doivent être les principes et les conditions de notre efficacité militante. On a trop vu, ces derniers mois, l'arsenal policier traquer les désespérés d'Action Directe, apeurer et expulser les immigrés indésirables à ses yeux... La joie non dissimulée des journalistes, encore d'Etat, préfigure de ce qui sera, lors de tels événements, notre paysage audiovisuel. La joie des policiers nous ramène à une réalité plus sordide. Voilà ce qui s'appelle leur donner des verges pour se faire battre.

ne changerait pas vraiment les choses : « les jeunes, une fois qu'ils auront le pouvoir, s'affranchiront de la tutelle de Gorbatchev ».

En attendant, et bien qu'il se refuse à jouer au devin, Vladimir Borissov estime que Gorbatchev est

dans une situation très difficile. Une situation qui n'est pas sans rappeler celle d'un certain Nikita Krouchtchev à l'aube de l'année 1964.

Arnald DUBUS

A l'Est du nouveau ?

PERESTROÏKA... restructuration. Gorbatchev a lancé la formule sous les lambris dorés du Kremlin. Sakharov est propulsé sur le devant de la scène. Une poignée de prisonniers politiques est libérée. En Carélie, des policiers sont condamnés pour sévices...

« Des transformations révolutionnaires sont en cours dans notre pays », a proclamé Gorbatchev au Forum International. Pour l'Huma, qui n'y va pas avec le manche de la faucille, il s'agit tout simplement du second souffle de la Révolution d'Octobre. Bigre ! L'Huma réagit plus promptement qu'en 1956, à l'occasion du 20^e congrès du P.C.U.S. et du fameux rapport « attribué au camarade Krouchtchev ». Pour le bouillant ukrainien et la majorité de ses congénères du Politburo, la déstabilisation avait pour objet de mettre un terme à l'insécurité permanente qui, sous Staline, régnait dans les hautes sphères du Parti. Effectivement, après l'exécution de Béria, les potentats déboullonnés purent terminer paisiblement leurs jours dans de confortables datchas.

Après un quart de siècle d'immobilisme bernevien, Gorbatchev secoue la poussière. Mais le jeune Mikhaïl n'est pas (à tous points de vue) un nouveau Krouchtchev et l'opération en cours est d'une autre nature et

présente probablement beaucoup moins de risques que celle de 1956...

Le second souffle

L'arrivée de Gorbatchev au poste suprême a été marquée tout d'abord par un renouvellement des cadres au plus haut niveau et en particulier à la tête du gouvernement et du Gosplan, organe central de la planification. Des hommes de confiance — et brillants techniciens, paraît-il — ont été nommés, mais il faut noter qu'il s'agit là d'appareils de gestion, d'exécution, et non de décision, celle-ci étant du ressort exclusif du Politburo et du Comité central.

La seconde étape de l'entreprise gorbatchévienne s'est déroulée lors du plénum — longtemps retardé — du Comité central qui a vu l'arrivée de trois hommes sûrs au Politburo et au secrétariat. Quant à la grande révolution démocratique annoncée par Gorbatchev, elle consisterait, si l'on en croit la résolution du plénum, à prévoir « un nombre plus important » de candidats à la députation des soviets pour que l'électeur puisse mieux exprimer son opinion. Il n'y en avait qu'un par circonscription, jusqu'à présent... Le voilà bien ce « second souffle » qui va ranimer

les soviets, étouffés depuis bientôt soixante-dix ans !

Il n'a plus été question de cette proposition de Gorbatchev, qui fit quelque bruit, d'ailleurs à bulletin secret les secrétaires du parti (des échelons locaux et régionaux, bien sûr). Peut-être s'agissait-il d'une menace, purement verbale, agitée pour vaincre quelques résistances ?

Anémie

Des résistances, il doit en rencontrer Gorbatchev, dont le souci majeur est, manifestement, d'administrer une cure de jouvence à une économie anémique par les pesanteurs d'une énorme bureaucratie, d'un système fortement hiérarchisé qui n'a pu qu'engendrer médiocrité et corruption. Les investissements sont insuffisants, la construction des centrales nucléaires est en retard, la fabrication des voitures individuelles stagne à 1,3 million de véhicules pour 276 millions d'habitants et, surtout, les produits de consommation courante (vêtements, chaussures, électroménager...) sont de mauvaise qualité et vont parfois pourrir, au rebut, dans d'obscurs entrepôts... Il est vrai que jusqu'à présent seules ont compté les normes quantitatives.

D'ores et déjà, Gorbatchev a entrepris de raccourcir certains

circuits bureaucratiques et d'augmenter l'autonomie comptable des entreprises. Enfin, il a lancé une « mini-N.E.P. » en autorisant le travail individuel dans le commerce et l'artisanat, ce qui revient à officialiser l'existence d'une vaste économie parallèle qui s'était développée pour compenser les insuffisances étatiques.

A doses homéopathiques

« Notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure », a expliqué Gorbatchev. Généralement la réciproque est également vraie, mais il semble bien que, dans la situation présente, le secrétaire général soit convaincu que l'Union soviétique n'est pas en mesure de se lancer dans une course avec les Etats-Unis, pour la « guerre des étoiles ». Les conséquences en seraient dommageables pour une économie qu'il a bien du mal à relancer. D'où ses propositions sans cesse renouvelées en faveur d'une limitation des armements nucléaires, notamment devant ce Forum international où il fut applaudi par Sakharov.

L'amélioration de l'image de marque de l'Union soviétique dans l'opinion publique internationale par ce qu'il appelle « de nouvelles approches des problèmes humanitaires » pourrait lui faciliter

la tâche et susciter quelques embarras à Washington. Elle favoriserait le développement des relations de toutes sortes avec le monde occidental et plus particulièrement — ce qui est activement recherché par Moscou — avec la Communauté économique européenne.

A l'intérieur, Gorbatchev espère sans doute que quelques doses homéopathiques de libéralisation suffiront à détendre un peu les rapports avec une intelligentsia dont Sakharov est le symbole et dont le concours s'avère indispensable pour dynamiser une société engourdie. Cette fraction de la nomenclature ne remet pas en cause le régime où elle jouit de privilèges matériels substantiels. Elle souhaite seulement disposer de plus d'aisance dans ses mouvements, pour ressembler davantage à son homologue occidentale qu'elle envie.

Pour la classe ouvrière soviétique, la « révolution » se traduit par un appel au renforcement de la discipline du travail et le développement des « stimulants », c'est-à-dire des primes liées à la quantité et à la qualité de la production. Il n'y a rien de nouveau à l'Est pour les travailleurs. Et ce n'est pas demain que Gorbatchev autorisera les syndicats libres !

Sébastien BASSON

GUERRE SOCIALE INTERNATIONALE

Combats en cours dans les ports européens

Le texte présenté ci-dessous nous a été communiqué par des militants C.F.D.T. du Port autonome de Marseille lors du débat qui a eu lieu au Centre international de recherche sur l'anarchisme (C.I.R.A.), à Marseille le 31 janvier dernier. Pour information, il faut savoir que la section C.F.D.T. du port autonome a recueilli 20% des voix aux dernières élections de délégués du personnel, le reste allant à la C.G.T. Il est à noter aussi que tous les contacts noués au niveau international l'ont été sans l'approbation de la bureaucratie confédérale.

Groupe libertaire de Marseille

Les belligérants

1. Une fraction du grand capital multinational : les armateurs qui assurent le transport intercontinental des marchandises générales (c'est-à-dire tous les produits manufacturés) avec des navires porte-containers. Cela représente quelques dizaines de compagnies dans le monde. Leurs pays d'origine : les Etats-Unis, Israël, Taïwan, la Corée du Sud.

Les investissements nécessaires au lancement d'un service intercontinental de porte-containers se comptent en milliards de dollars. Aucun armateur européen n'est de taille à se lancer seul dans l'aventure. Les armateurs européens sont donc conduits à se regrouper pour ne pas disparaître du marché et à passer de nombreux navires sous pavillon de complaisance. Les armateurs japonais font de même. Aucune compagnie du tiers monde n'est évidemment membre de ce club très fermé. Appelons cette fraction A.I.P.C. (armateurs internationaux de porte-containers).

2. Une fraction de la classe ouvrière : les travailleurs portuaires des grands ports où font escale les navires des A.I.P.C. Elle a, dans tous les ports du monde, la même fonction : charger et décharger les navires. Pour des raisons à la fois pratiques (sa position stratégique dans la chaîne de transport) et historique : les travailleurs portuaires vendent leur force de travail au jour le jour, à n'importe quel armateur, et doivent en défendre quotidiennement le prix, cette fraction de la classe ouvrière est plus combattive que la moyenne de la classe ouvrière.

Mais elle vit une très grande diversité de situations institutionnelles : le rôle de l'Etat national, la place du capital privé, les conditions de travail, la syndicalisation, la conscience politique sont très différents d'un pays à l'autre. En conséquence, le même rapport de forces sur le terrain peut conduire, selon les conditions politiques globales, à des pratiques mafieuses (dockers américains, par exemple) ou à des pratiques d'avant-garde révolutionnaires (dockers européens après la Seconde Guerre mondiale). Appelons cette fraction T.P.N. (travailleurs portuaires nationaux).

Lieu et enjeux

Le lieu de l'affrontement actuel, c'est l'Europe. L'Europe, première puissance commerciale du monde, qui achète et vend beaucoup de marchandises dans tous les autres continents et qui est richement dotée de ports modernes sur toutes ses côtes. L'Europe, nain politique, qui subit les règles du jeu instauré par les Etats-Unis et ses filiales (Israël, Taïwan, Corée du Sud), car le libéralisme économique n'est jamais qu'une tentative de légitimation théorique du pouvoir brut du plus fort sur le plus faible.

Les A.I.P.C. ont décidé, dans le cadre général de la politique réactionnaire de rétablissement de l'hégémonie américaine sur le monde

occidental, d'affaiblir, voire de liquider si c'est possible, les T.P.N. d'Europe. Ce faisant, les A.I.P.C. cherchent à garantir à leurs clients une fluidité absolue de la circulation planétaire de la marchandise. Ces clients sont en grande majorité les multinationales qui dominent le commerce mondial.

Tout en tenant compte de la diversité institutionnelle (organisation des ports, législation, etc.), il s'agit de mettre en concurrence les T.P.N. des différents pays d'Europe pour faire baisser le prix du travail portuaire sur l'ensemble du continent. Cette baisse s'obtient simultanément en diminuant le nombre de travailleurs portuaires d'une part, en diminuant le prix du travail de ceux qui restent d'autre part. Mais la grande simplicité de l'énoncé de cet objectif patronal ne doit pas dissimuler la complexité de sa réalisation.

Rien de comparable avec la multinationale qui, à partir d'un constat de décision unique, choisit par exemple la meilleure implantation d'une nouvelle unité de production, en prenant en compte une somme de facteurs relativement stables à moyen terme : coût de la main-d'œuvre, législation fiscale, etc., ou qui décide de se retirer de tel pays. Il s'agit là d'un processus de décision interne à une seule entreprise.

Dans le cas qui nous occupe, les A.I.P.C. sont un ensemble non coordonné d'entreprises aux intérêts analogues, mais quand même concurrentes, qui affrontent des systèmes portuaires comprenant des représentants de l'Etat national, des patrons prestataires de services, des syndicats ouvriers qui, pays par pays, voire souvent port par port, présentent des configurations et des rapports internes spécifiques. En

fait ces systèmes ont comme seul point commun de vivre de l'exploitation des T.P.N. On est donc loin du rapport élémentaire patron/salariés et beaucoup plus près d'une lutte politique globale et d'un affrontement de classes à travers les frontières et les superstructures sociales.

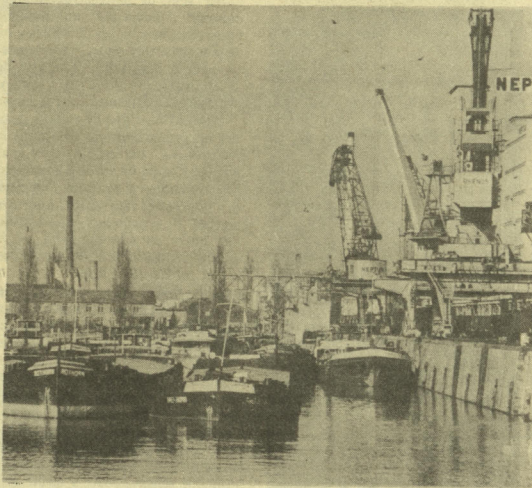
Les opérations en cours

Elles concernent les ports de l'Europe du sud et se déroulent depuis le début des années 80. D'emblée, les A.I.P.C. considèrent l'Espagne comme le maillon faible du dispositif adverse :

- les dockers y sont bien organisés syndicalement, mais leur fédération nationale — la Coordinadora de los Estibadores Portuarios — n'appartient à aucune confédération et n'a l'appui d'aucun parti politique ;
- la bourgeoisie nationale, fraîchement émancipée de la dictature, n'a pas l'autonomie relative d'autres bourgeoisies européennes par rapport au grand capital américain multinationalisé ;
- le chômage est à un niveau record en Europe.

Décision est prise de développer un port moderne pour les porte-containers à Algésiras. L'endroit est remarquablement choisi pour faire de ce port une sorte de gare de triage portuaire au carrefour de l'Europe, de l'Afrique, de l'Atlantique et de la Méditerranée. La compagnie américaine Sea-Land, premier transporteur mondial de containers y installe un port privé où se retrouvent les petits navires (*feeder-ships*), qui assurent le ramassage des containers dans les ports voisins, et les grands navires océaniques (*mother-ships*) qui vont transporter ces containers vers les autres continents. La faiblesse de l'implantation syndicale et des traditions ouvrières dans cette région d'Espa-

(suite p. 5)



en bref...en bref...

• L'Union pacifiste du Doubs nous informe que Pascal est insoumis total depuis le 1^{er} février 1987. Refusant d'apprendre à tuer, il risque l'emprisonnement. On peut le soutenir en envoyant des messages et des télégrammes à l'Union pacifiste du Doubs, B.P. 301, 25304 Pontarlier cedex.

• La Ligue des droits de l'homme vient de publier « Les cent dessins pour les droits de l'homme » aux éditions du Cherche-Midi. Pour infos : Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris (tél. : [16.1] 47.07.56.35).

• Le comité « Stop Nogent » s'est constitué contre la mise en service de la centrale nucléaire de Nogent prévue pour 1987. Pour tout contact : comité « Stop Nogent », 14, rue des Goncourts, 75011 Paris.

• Jean-Pierre Mouille est en grève de la faim depuis le 1^{er} janvier 1987, afin d'obtenir un recours en grâce déposé auprès de la Chancellerie. On peut lui écrire : J.P. Mouille, n°22 5759 RD 310 42, rue de la Santé, 75674 Paris cedex 14.

MAÎTRES D'INTERNATS/SURVEILLANTS D'EXTERNATS

Le projet nouveau est arrivé

MONORY avait annoncé que son premier projet de circulaire définissant le nouveau statut de surveillance était annulé. Il acceptait de remodeler le projet, mais avait affirmé qu'il était attaché à l'idée d'accroître le pouvoir des chefs d'établissement. La réelle lecture que l'on peut faire de ces intentions est la suivante : mettre plus de hiérarchie et avancer vers un recrutement-sélection « à la tête du client » dans l'école. Car cela va de soi, cette circulaire ne concernant que les surveillants est un test, on pourra étendre cette « précarisation » au reste du personnel dans un futur plus ou moins proche selon les réactions.

Monory supprime le statut des M.I.-S.E

En effet, même s'il ne l'a pas écrit en toute lettre dans son projet de circulaire, ses termes n'en restent pas moins clairs. La circulaire prévoit que les chefs d'établissement auront tout pouvoir pour recruter le personnel de surveillance. Aucun critère de sélection n'est clairement défini (la circulaire parle de « contre-indication qui apparaîtrait à l'évidence »). D'autres critères que les critères sociaux, en particulier la

nature des études poursuivies, permettront de définir des « possibilités de recrutement prioritaire ».

La circulaire ne fait aucune allusion aux rôles des C.A.P.A. (commissions paritaires). Celles-ci n'avaient jusqu'ici qu'un rôle consultatif dans le recrutement et les mutations, elles pouvaient quelquefois influencer sur les décisions. Il n'est pas impossible, que dans l'avenir, elles n'aient plus cette possibilité.

Les chefs d'établissement disposeraient de « possibilités diverses » pour assurer l'encadrement des élèves : des T.U.C. ou des parents bénévoles ? Cela aggraverait encore la précarité de la situation des maîtres de demi-pension (ou des maîtres de pension) et permettrait de nouvelles suppressions de postes de maîtres d'internats/surveillants d'externats (M.I.-S.E.). De plus, cette circulaire ne mentionne à aucun moment le fait que nous soyons étudiants.

Chef d'établissement... le patron de demain !

Pourquoi précariser l'emploi ? Pourquoi instaurer le recrutement « à la tête du client » ? C'est très simple, l'idée de Monory c'est de faire de l'école d'aujourd'hui l'entreprise de demain ; faire des

chefs d'établissement des futurs patrons ayant toute latitude sur leur personnel. Alors, puisque les temps sont à la flexibilité, instaurons un personnel sans statut taillable et corvéable à merci, et si vous n'êtes pas contents on se passera de vos services. Ce n'est pas la peine de faire de longs discours sur le temps qu'il reste pour étudier après tout cela. De toute manière, ce qui est visé à terme c'est avoir un personnel de surveillance qui ne soit plus constitué d'étudiants, ceci étant bien trop « subversif ».

Le S.N.E.S. jurait par tous les dieux qu'après l'annulation de la première circulaire, il n'y avait plus rien à craindre jusqu'aux prochaines élections. Il ne fallait plus se mobiliser... et pour cause, il lui en cuisait d'être minoritaire au sein des assemblées générales. D'autre part, durant la lutte contre le premier projet de circulaire, le S.N.E.S. avait largement manifesté son refus de voir entrer le S.G.E.N. dans le mouvement et n'avait pas hésité à casser ce mouvement en voyant qu'il lui échappait (ah ! ces liquidateurs).

Début février annonçait la sortie du deuxième projet de circulaire. Le S.G.E.N. sort de son état d'hibernation. Le S.N.E.S. organise la lutte seul dans son coin. Un

groupe de quelques pions, décidés à continuer la mobilisation après l'annulation du premier projet, décide de relancer les assemblées générales pour mettre en place les actions à mener. Pour être efficace, il faut rassembler tout le monde, la région parisienne ne compte qu'environ 4 000 pions dispersés et sous-informés. Il n'est pas possible de continuer les débrayages d'une heure à la demi-pension et les grèves de 24 h complètement inefficaces.

Les négociations du S.N.E.S. n'ont abouti à rien : une nouvelle fois on parle de remodeler le texte, mais il n'est pas question de remettre en cause l'accroissement du pouvoir des chefs d'établissement. Ce que nous voulons, ce n'est pas une autre circulaire définissant un nouveau statut des pions ; c'est pas de circulaire du tout ! Malheureusement, il est fort probable que cette circulaire paraisse au *Bulletin officiel* de la dernière semaine de février, c'est-à-dire pendant les vacances. Malgré tout, les étudiants-surveillants syndiqués ou non syndiqués appellent à une nouvelle assemblée générale le vendredi 6 mars, à 17 h 30, à Jussieu, avec la participation du S.G.E.N., du S.N.E.S. et des syndicats étudiants.

Monique FIGAROL

(suite de la p. 4)

gne permet à Sea-Land un double coup de maître : installer un port privé, le seul d'Espagne, et le faire fonctionner avec une main-d'œuvre totalement maléable.

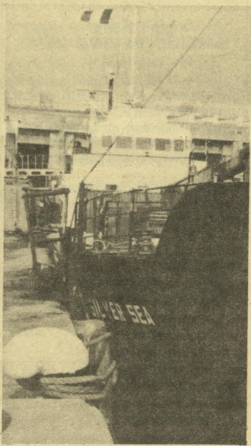
Il faudra attendre 1984 pour que les dockers d'Algésiras rejoignent la Coordinadora et mènent leur première lutte contre Sea-Land. Malgré cela, leurs salaires sont passablement inférieurs à ceux des autres dockers d'Espagne. 1984 est également l'année où la mise en concurrence des T.P.N. les uns contre les autres, à travers les frontières, s'accroît. L'agent provocateur de cette concurrence est la compagnie U.S. Lines.

Pour rentabiliser une flotte toute neuve d'énormes porte-containers, capables de transporter chacun 4 000 containers dans son service autour du monde, U.S. Lines met tous les ports en concurrence et exige, pour faire escale dans un port, des conditions jamais obtenues auparavant. Bientôt suivie par d'autres (la compagnie israélienne Zim, la compagnie taïwanaise Evergreen, la compagnie danoise Maersk, etc.), elle a créé les conditions de passage d'une concurrence bien tempérée par les cloisonnements nationaux à une concurrence sauvage entre ports et entre T.P.N. En Europe du sud, une formidable pression s'exerce pour un alignement par le bas sur les prix d'Algésiras. Les grands ports s'épient, de nouveaux venus apparaissent dont la fortune peut tenir à quelques dollars de moins offerts pour la manutention d'un container. C'est le cas de Valence en Espagne, de Salerne et de la Spezia en Italie, mais les simples rabais commerciaux ne suffisent pas et bientôt le cadre institutionnel et contractuel des rapports de travail est remis en cause.

1986 année cruciale

En Espagne, aussitôt passées les élections et son pouvoir affirmé, le gouvernement socialiste met à bas, d'un seul décret (en date du 27 mai 1986), le système du travail dans les ports espagnols. Ce texte, adopté en procédure d'urgence par la majorité socialiste, ouvre une période d'un an au terme de laquelle les opéra-

tions portuaires seront privatisées et les dockers transformés en simples salariés des opérateurs, perdant au passage toutes leurs garanties professionnelles. C'est l'affrontement froid avec la Coordinadora, ce sont des milliers de licenciements en vue chez les dockers et dans les établissements portuaires. L'Espagne, maillon faible de la C.E.E. face aux exigences des multinationales, a cédé.



Mais les travailleurs portuaires d'Espagne résistent, seuls contre tous : multinationales du transport, gouvernement, U.G.T. (confédération syndicale socialiste sans implantation dans les ports). Sur le papier, le rapport de forces reste très inégal, mais tout n'est pas encore joué.

Le 1^{er} juillet 1986, les hostilités sont ouvertes à Marseille, tous les accords collectifs — ceux des dockers, ceux du personnel des entreprises de manutention — sont dénoncés. En octobre, des licenciements sont annoncés au port autonome. Une intense campagne de propagande est lancée contre le port trop cher. Il n'y a pas, comme en Espagne, remise en cause des statuts mais pression pour réduire et le nombre et le salaire de tous les travailleurs portuaires. Le gouvernement français s'engage moins à fond dans l'action que le gouvernement espagnol, à la fois par idéologie libérale et pour tenir compte de

la diversité des situations entre les ports méditerranéens et les ports de l'Atlantique et de la Manche.

L'Italie suit presque immédiatement. Après de longues négociations politiques et syndicales au plus haut niveau, un décret-loi est promulgué par le gouvernement le 3 octobre 1986. Il prévoit de très importantes aides financières de l'Etat aux établissements portuaires et un soutien financier de l'Etat à un régime de préretraite à partir de 52 ans pour les travailleurs portuaires. Mais, selon la Constitution italienne, ce décret-loi, pour entrer en application, doit être transformé en loi par le Parlement dans un délai de 60 jours. Ce délai n'ayant pas été respecté à la suite d'une bataille parlementaire menée par l'extrême gauche et le parti communiste, une nouvelle procédure est engagée par le gouvernement en décembre 1986 qui pourrait permettre l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en février ou en mars 1987. Ce décret-loi fut suivi d'un décret daté du 4 novembre 1986 qui fixe nationalement la composition des équipes de dockers à partir du 1^{er} janvier 1987. L'application de ce décret semble aujourd'hui rencontrer des difficultés sur le terrain.

En même temps, les événements s'accroissent en France. En décembre 1986, la publication d'un rapport établi par un expert très proche de Jacques Chirac, Jacques Dupuy-Daubay, dévoile les véritables projets de ce gouvernement dans les ports. Ils sont en tous points semblables à ceux des gouvernements italien et espagnol. En matière sociale, l'agression est brutale :

- pour les personnels des ports, le but est « d'éliminer peu à peu des différentes conventions collectives les clauses exorbitantes du droit commun qui se révéleraient particulièrement pénalisantes pour l'établissement portuaire » ;
- pour les dockers, « la suppression de la loi de 1947 est éminemment souhaitable à terme et il faut engager immédiatement, port par port, une opération de diminution des effectifs. »

Conclusion provisoire

D'Algésiras à Naples, l'onde de choc est passée sur les ports de l'Europe du sud. Le quartier général multinational a fixé ses normes, les Etats et les patronats nationaux

ont procédé à l'adaptation et à la mise en œuvre de ces normes. Face à cette offensive générale, les T.P.N. sont apparus très divisés et la solidarité internationale a fait jusqu'ici défaut.

Cependant une contre-attaque se dessine. Les dockers espagnols luttent malgré une répression policière très dure (manifestations dispersées par hélicoptères) et malgré l'intervention des briseurs de grève recrutés dans l'extrême droite espagnole. Les travailleurs portuaires italiens ont fait grève le 28 novembre et, à Gênes, la politique du nouveau manager est de plus en plus considérée comme du bluff, le port de

Gênes n'ayant pas des installations à la hauteur des ambitions de son président.

A Marseille, la résistance contre la restructuration prend corps, tant au port autonome que dans la manutention. Enfin une rencontre internationale de travailleurs portuaires européens (Espagne, Angleterre, Allemagne, France, Italie, Danemark) s'est tenue les 12, 13 et 14 novembre à Barcelone. Elle a conclu à la nécessité et à l'urgence d'actions internationales coordonnées.

S. WADE
(janvier 1987)

A propos de la rencontre de Barcelone

LES résolutions prises à l'issue de cette rencontre prévoient entre autres de mettre en œuvre les moyens utiles pour établir des contacts et des échanges réguliers d'information, et pour élaborer des propositions communes apportant des réponses aux problèmes posés.

Dans le détail : « 1. Négocier au plus haut niveau avec le patronat et le gouvernement la réorganisation du travail portuaire. 2. Responsabiliser l'administration sur la nécessité de maintenir les ports comme services publics. 3. Traiter les effectifs éventuellement excédentaires de façon non traumatisante. 4. Développer la qualification professionnelle par la formation permanente. 5. Les réformes et les changements ne seront pas décidés de manière unilatérale et autoritaire, et devront être négociés. » La conférence insiste sur l'accord et sur l'unité à tous les niveaux des travailleurs d'Europe.

Pour notre part, si cette conférence et ses résolutions portent en elles l'espoir d'une belle envolée internationaliste, elles ne présentent pas moins les limitations inhérentes au réformisme syndical. Le texte insiste en effet sur la gestion paritaire des restructurations portuaires. Dans le point 4, il fait son deuil des futures victimes sacrifiées sur l'autel du profit. Il est vrai que cette solution semble la seule à envisager dans l'immédiat, étant donné l'urgence de la situation. Elle est néanmoins le fruit de la disparition quasi totale des aspirations révolutionnaires dans le mouvement syndical.

Si le développement de la qualification est un moyen de limiter les dégâts, le développement de la conscience de classes est quant à lui « le » moyen, avec le fédéralisme et la gestion directe d'en finir avec le Capital. Sans dénigrer à tout prix l'intérêt du mouvement qui est lancé, nous soulignons la nécessité de sortir du corporatisme et du syndicalisme de fiche de paie. Si la vigilance des travailleurs avait été entretenue et leur culture spécifique renforcée par le mouvement syndical, nous n'assisterions pas aujourd'hui au triste spectacle de ces « masses » prises comme des troupes au service d'intérêts politiques de partis. L'illustration en est donnée à Marseille par les dockers constitués en chasse gardée du P.C.-C.G.T., utilisés comme un groupe de pression aux ordres. Au bout du compte, ce sont eux qui feront les frais des bouleversements techniques : le retour à la brouette ou le chômage.

Groupe libertaire de Marseille

Victoire au C.H.S. de Villejuif

L'aura fallu presque quatre semaines pour faire céder la D.D.A.S.S. du Val-de-Marne et le ministre (1). En 1983, vingt-trois jours avaient suffi. Mais la droite musclée a repris du poil de la bête : 5 blessés le 29 janvier lors du conseil d'administration, matraqués par la police dans l'hôpital, ne l'oublions pas.

La « tête des meneurs »

Lundi 23 février, l'assemblée générale quotidienne devrait décider l'arrêt de la grève, c'est-à-dire essentiellement la levée du blocage des admissions. Les malades, pendant le conflit, étaient dirigés vers d'autres établissements hospitaliers avec plus ou moins de bonheur ; quant aux patients hospitalisés, ils recevaient les soins, la sécurité et le confort étant assurés.

Dès le vendredi 20 février, le personnel aurait pu lever le piquet de grève après l'apport du relevé de propositions émanant de la D.D.A.S.S. En fait, l'assemblée générale n'en eut connaissance qu'après avoir reconduit la grève jusqu'au lundi, car un point important restait à négocier : le ministre enjoignait le directeur à prendre des mesures significatives sur les salaires des grévistes. Il n'entendait pas passer l'éponge, mais au contraire voulait au minimum la « tête des meneurs ». Le directeur proposait alors aux grévistes de prélever une heure sur le salaire de 200 personnes ou une journée sur celui de 14, ce qui budgétairement correspond à la même somme. Nouvelle provocation !

Les tutelles cèdent

La grève, animée par la C.F.D.T., la C.G.T. et un comité d'action, restait massive malgré les congés scolaires. Les propositions tutellaires arrivèrent pourtant au bon moment : l'essoufflement guettait le mouvement. Non seulement, la détermination des personnels a permis de maintenir des acquis comme le tarif des crèches pour le personnel (tarifs de 1986 augmentés de 2%, et non la hausse exorbitante

annoncée), mais surtout de gagner sur le terrain des restrictions budgétaires.

Le taux directeur d'accroissement des dépenses de santé a été fixé à 1,9% pour 1987 : scandaleusement insuffisant pour tous les établissements, d'autant qu'il s'articule avec la maîtrise des dépenses de santé et la diminution du nombre de lits d'hospitalisation définie dans le IX^e Plan. Ainsi, pour le C.H.S. de Villejuif, la budgétisation de tous les postes est accordée, au risque de rechercher des emprunts. Cinquante-cinq postes vont pouvoir être récupérés et non plus servir de matelas budgétaire pour l'entretien et les réparations courantes. L'école de formation des élèves infirmiers psychiatriques est maintenue, avec une augmentation de 30 à 40 élèves par promotion et 15 élèves seront formés dans un autre établissement psychiatrique (ce qui permettra de maintenir cet autre centre de formation). Les 0,8% du budget de l'hôpital qui devraient être

prélevés (mesure départementale, applicable à tous les établissements sanitaires) en vue de l'ouverture d'une maison de retraite sont suspendus.

Au contraire, à Esquirol, autre établissement en lutte, en février, dans le Val-de-Marne, la grève fut levée le 13 février : mais avec des postes gelés d'élèves infirmiers repris sur des postes hospitaliers, ce qui de fait réduit le nombre d'élèves possibles, avec aussi la récupération de postes vacants de l'extra-hospitalier sur l'intra-hospitalier, et avec le maintien du tarif de crèche pour les enfants du personnel.

Appel à la solidarité et à la mobilisation

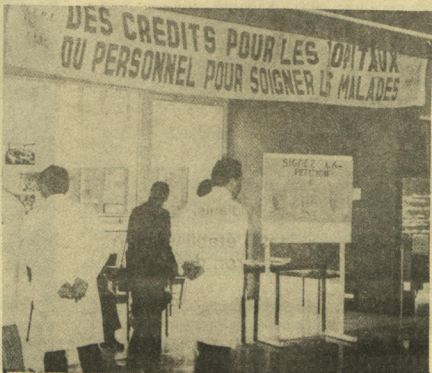
Au C.H.S. de Villejuif, un appel à une solidarité financière (2) a été lancé pour combler l'éventuel non-paiement des jours de grève : cette solidarité doit se concrétiser toutefois, pour montrer l'impact de cette grève, hors des murs de l'« asile ». Un autre appel a déjà été largement repris. Lancé par plusieurs délégations hospitalières de la région parisienne — plusieurs hôpitaux du Val-de-Marne, Vaucluse (91), Antony (92), Ville-Evrard (93), Sainte-Anne (75) et même Sotheville-lès-Rouen (76) —, il invite à une coordination nationale de la santé, le 5 mars à 10 h, à Villejuif.

Une mobilisation est engagée dans certains établissements tant de la région parisienne que de la province, mais il y a nécessité d'un mouvement d'ensemble, unitaire, pour contrer les mesures d'économie drastiques et de suppression de postes dans la santé. La mobilisation montre qu'on peut gagner localement, à l'image de Villejuif. Mais quel niveau de mobilisation faudra-t-il atteindre pour gagner sur les revendications nationales ?

H²

(1) Voir les articles sur les grèves dans la santé et tout particulièrement au centre hospitalier spécialisé de Villejuif dans les précédents numéros du « Monde libertaire ».

(2) Adresser toute solidarité au comité d'action du C.H.S., 54, avenue de la République, 94806 Villejuif cedex.



NOUVELLES DU FRONT

• Christian Hivert, objecteur insoumis, est passé en procès pour insoumission le 4 février, à Paris. Le verdict sera connu le 4 mars. En attendant, Christian a été également inculpé de « provocation à l'insoumission » pour avoir distribué un tract annonçant son procès devant la caserne Duplex (Paris, le 3 février). Un procès risque de suivre (art. 129 du Code du service national) : 1 à 5 ans de prison et 12 000 à 120 000 francs d'amende.

• Une dizaine d'objecteurs insoumis, en procès ou en passe de l'être, viennent de rédiger une déclaration collective. Après avoir « exprimé leur refus du nationalisme, des différentes formes d'exploitation et de soumission », ils réitèrent leur condamnation du service civil. « La solidarité ne se décrète pas, nous refusons le volontariat obligatoire. De plus, quelle activité doit être considérée d'intérêt général ? Nous estimons que la lutte contre le militarisme est d'utilité collective. »

• J.-P. Sultot, Frank Degre et Laurent Morel, condamnés en appel à des peines ferme de prison par la Cour d'appel de Rennes en juin 1986, se sont constitués prisonniers samedi 14 février à la prison de Rennes. Manque de bol pour les militaristes, le 18 du même mois la Cour de cassation de Paris casse le premier jugement du tribunal de Nantes. Motif : ce dernier n'était pas compétent puisque ne possédant pas de cour d'appel. C'est intéressant pour tous les réfractaires car tous les jugements prononcés dans des tribunaux qui ne comportent pas de cour d'appel sont désormais invalides. (Informations transmises par la C.N.S.R.)

• Pour connaître les prochains procès, faites le (16.1) 43.03.62.03. C'est le répertoire antimilitariste. Si vous voulez que le Monde libertaire diffuse une information, écrivez nous : « Nouvelles du front », c/o Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• L'armée cherche à bien se vendre. Le Service d'Informations et de relations publiques des armées (S.I.R.P.A.) a confié à deux filiales du groupe Publicis une campagne de publicité sur l'armée de terre. Premier spot le 6 avril.

• Peut-on être homosexuel et militaire ? Oui ont répondu des officiers de carrière néerlandais, en fondant une très officielle organisation « gay ». Leur principal souci ? Voir plus d'homosexuels à l'armée. « Engagez-vous... pour l'amitié virile », serait-ce leur slogan ?

• L'armée dit merci au terrorisme ! En effet, depuis la mi-septembre qu'elle participe au contrôle des frontières, le bilan est tout à fait positif. Cela « contribue à l'insertion des Armées dans la nation » et engendre aussi une meilleure connaissance mutuelle entre militaires et fonctionnaires de police ou des douanes. De plus, n'est-ce pas un bon entraînement pour le jour où l'armée pourrait avoir un rôle de police ? G.H.

Un service régulier et pratique d'abonnement

Dénoncez votre voisin

Si « vous avez un nom qui fleure bon la France » et qu'« en citoyen conscient et responsable, vous êtes inscrits sur les listes électorales », vous risquez d'être invités par un courrier de l'association « La France Propre » à « établir un véritable "livre blanc" des négligences, des abus et des turpitudes qui défigurent notre vieille patrie gauloise. »

Les membres de l'association « La France Propre » se définissent ainsi : « Nous sommes un groupe de simples citoyens français de souche et soucieux de la cohésion et de l'avenir de la nation. Totalement apolitiques, nous ne visons aucun but électoral. La mission que nous nous sommes assignée et que nous entendons remplir avec votre aide consiste en un simple constat. A ceux qui nous gouvernement de prendre ensuite leurs responsabilités. C'est la tâche pour laquelle nous les avons élus. Notre rôle, quant à nous, consiste à leur ouvrir les yeux sur l'état de décadence où des années de permissivité à outrance ont plongé notre beau pays. Le simple bon sens nous conduit en effet à constater que le laxisme moral, le manque de vigilance de nos concitoyens et le laisser-faire généralisé sont le terreau sur lequel prospèrent le terrorisme et la délinquance. C'est cet état de dégradation de nos mœurs, que nous voulons porter à la connaissance des médias et des pouvoirs publics. »

Observez-vous les uns, les autres

Noble tâche, n'est-ce pas ? Mais comment aider ces preux chevaliers ? « Tout simplement en regardant autour de vous, en observant le comportement de vos voisins, de vos collègues de travail, en surveillant la vie quotidienne de votre immeuble, de votre entreprise, de votre quartier. Vous pouvez ensuite nous écrire, sous le couvert de l'anonymat le plus complet, pour nous signaler ces mille petits faits qui, isolés, vous apparaissent peut-être dénués de gravité, mais dont l'accumulation finit par créer l'état de dégradation morale et d'anarchie (sic) qui défigure notre beau pays. »

« A titre d'exemple nous vous proposons quelques suggestions pour guider vos observations. Dans votre immeuble, parmi vos collègues de bureau, avez-vous remarqué des individus ou des groupes suspects de se livrer à l'homosexualité ou à tout autre forme de dépravation sexuelle ? Parmi vos voisins, votre entourage, dans votre quartier, avez-vous relevé des indices d'usage ou de trafic de stupéfiants ? Avez-vous eu l'occasion d'observer autour de vous des comportements déviants, des accoutrements "punks", "loubards" ou

autres ? Avez-vous été témoin, chez tel ou tel de vos voisins, d'un va et vient inhabituel d'étrangers ? N'oubliez pas que le terrorisme guette... »

La délation ? Un art de vivre...

« Y a-t-il dans vos relations des individus dont les dépenses ostentatoires pourraient être l'indice de revenus illicites ? Dans les conversations courantes, au bureau, au café, à la cantine, avez-vous entendu certaines personnes se livrer à une critique répétée et systématiquement malveillante de l'action de la police ? Auriez-vous été évincé d'une situation professionnelle que vous convoitez par un étranger de confession non chrétienne ? Ce ne sont là que quelques observations que vous pouvez nous rapporter en vue de l'établissement de notre rapport. Dans chaque cas, il serait utile de nous fournir, dans la mesure du possible, une description précise et détaillée des faits... »

fichier inutilisable est encore de le remplir de fausses informations.

Monsieur X

Dernières nouvelles

Fausse alerte ! Il s'agissait d'une farce, ou plutôt d'une « enquête journalistique » sur la délation. Gilles Charpy, aidé par son père (Pierre Charpy, directeur de La lettre de la Nation), a monté cette opération pour le compte de l'Echo des Savanes.

Connaissant la façon dont ce mensuel traite ses sujets, on peut se demander si ce reportage servira à dénoncer les réflexes délatatoires « des Français de souche » ou à faire naître des vocations. En tout cas, peu de chance de lire un article vraiment intéressant sur le sujet dans les colonnes de ce Qui ? police branché.

M. X



« Par ailleurs, si vous avez des suggestions à faire concernant tel ou tel problème de sécurité, elles sont les bienvenues. Exemple : comment permettre à la police de surveiller ce qui se passe à l'intérieur des W.C. publics payants, qui ne sont que trop souvent le théâtre de scènes de drogue ou d'attouchements homosexuels... En vous remerciant de votre contribution, veuillez croire, madame, monsieur, à l'expression de notre solidarité et de nos sentiments patriotiques. Et vive la France ! »

Gag ? Allez savoir... les déclarations du couple Pasqua-Pandraud ressemblent souvent à des canulars, et pourtant... Alors, n'oubliez pas que la meilleure façon de rendre un

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• RASSURANT. La semaine dernière les ministres des Affaires étrangères des pays de la C.E.E. se sont réunis à Bruxelles pour essayer de fixer les normes communes de radioactivité des produits alimentaires. La France a refusé de proroger de nouveau le règlement européen sur le taux de radioactivité maximale acceptable en cas d'accident nucléaire.

• CALMANT. Que fait Chalandon ? Six millions de Français ont recours épisodiquement aux somnifères, dont 3 millions tous les soirs ! Calmant, mais pas très rassurant pour les industriels du « préservatif » qui comptent développer leur secteur...

• TÉLÉ PORTANT. Les « jouets interactifs » arrivent. Les jeunes téléspectateurs vont pouvoir se griller la frimousse à coup de rayons laser sur petit écran. Présentés au salon du Jouet de New York, ces matériels très spéciaux devraient être disponibles rapidement, et ce malgré les plaintes d'associations dénonçant leur violence. A la pointe du progrès, les grands du monde ont déjà les leurs. On dit que Kadhafi et Mitterrand ont massé leurs jouets interactifs de part et d'autre du 16^e parallèle. En attendant mieux.

• PAYANT. Pas les chèques, la lutte. La tarification est retirée sur toute la ligne. Le Crédit Agricole se propose de rembourser ce qu'il avait déjà perçu. Le front des banques s'est disloqué, sur le sujet au moins. Vigilance tout de même... L.Y.

Le fric, c'est sacré

LES capitalistes sont des gens immoraux. Rien n'est trop bon, rien n'est trop dur pour amasser le fric, la braise, la thune, le pognon... La manne céleste est tombée du ciel. C'était le jeudi 12 février devant la Bourse. On y a vu, vautés à quatre pattes, des gens bien mis ramasser des billets de banque jetés par des gens bizarres. L'escarpin s'est fait godasse, le loden s'est fait serpillière. Des billets de 20, de 50, de 100 et même des « Pascal », le magnifique 500 balles. Le plus beau parce que le plus cher, par poignées pleines. Bernadette Soubrin ravalée au rang des prestidigitatrices de café-concert.

Damned ! C'était des faux. De la grosse monnaie de singe, imprimée par la Banque de Branque et la Banque de Rance, en solidarité avec Serge Livrozet qui croupit toujours à la Santé depuis la fin août 1986. Procédé original, mais surtout clin d'œil appuyé en sympathie avec Serge, écrivain libertaire, maintenu en prison pour une affaire de fausse monnaie, alors qu'il a été formellement innocenté par ses associés de la librairie-imprimerie « Les Lettres Libres ».

Cet acharnement de l'appareil judiciaire est symptomatique de la volonté du pouvoir d'assimiler un militant anarchiste et par conséquent tous les militants anarchistes au banditisme et à la truanderie. S'il est clair que la lutte qui oppose les truands à l'appareil répressif n'est pas notre lutte, il est aussi clair qu'exiger la libération de Serge, arrêté à plus de mille kilomètres de l'endroit du délit, est de notre devoir et de notre responsabilité.

J.-P. GAULT

La guerre des Halles n'aura pas lieu

DEUX semaines après une certaine provocation policière (cf. M.L. n°648), voici qu'un nouvel événement policier minuscule est intervenu lors de la vente du « Monde Libertaire » que nous effectuons chaque semaine à la sortie du Forum des Halles.

Après avoir défendu — avec plus ou moins de conviction — que le règlement intérieur du Forum nous interdisait de vendre des journaux à la sortie de celui-ci, ces messieurs sont venus vendredi dernier nous rendre une petite visite. On les a bien vu sortir du commissariat dans notre direction et y retourner immédiatement après. C'était rien que pour nous, que d'honneur !

Pourquoi ça ? Pour nous signifier que nous avons bien le droit de vendre des journaux mais qu'il nous est interdit de stationner ! Il faut circuler quoi... Ainsi donc les mesquineries continuent, puisque nous résistons.

Une prochaine semaine peut-être, viendra-t-on nous préciser à quelle vitesse il faut circuler... On aura encore des doutes...

Gr. PARIS-XV^e



RENCONTRE-DÉBAT DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Les services secrets

D.G.S.E., D.S.T., R.G., 11^e Choc, Sécurité militaire, autant de services spéciaux, payés par les contribuables et dirigés par l'Etat pour filer, espionner Français et étrangers. Tout militant peut, du jour au lendemain, être confronté à ces barbouzes assermentés !

Pierre Péan, auteur de « Secret d'Etat » (édition Fayard) et Pierre Martial (« Guide des services secrets militaires », édition Avis de recherche), sont invités à la réunion-débat organisée par la librairie du Monde libertaire, le 28 février 1987 dès 16 h, pour nous informer de ces organismes à la botte du pouvoir. Ils seront également présents, ce même jour, de 11 h 30 à 12 h 30, sur Radio-Libertaire (89.4 MHz, Paris) à l'émission « Forum ».

L'équipe d'animation



Histoire d'un journalisme très insoumis

VOUS connaissez certainement les dossiers d'Avis de recherche. Avis de recherche, c'est aussi une histoire (1) intimement liée au mouvement antimilitariste et anti-autoritaire.

De la fugue à l'insoumission

Tout commença à Lyon en 1971 avec « Réinventons la vie », créé par des mineurs dont le but était de mettre sur pied « un réseau de fugeurs », de créer des communautés... Manifestations contre les centres de redressement, les hôpitaux psychiatriques, contre un meeting de « Laissez-les vivre » sont à l'actif de « Réinventons la vie » (R.L.V.). C'est la Brigade des mineurs qui démentèlera R.L.V. alors que le réseau à un an d'existence.

Cinq rescapés de R.L.V. se trouvent confrontés au service national, c'est la création du Groupe insoumission totale (G.I.T.) en 1972 à Lyon. Le G.I.T. met à profit les grandes manifestations de 1973 contre la loi Debré (suppression des sursis) pour dénoncer la répression militaire. L'année 1973 sera l'année du G.I.T. qui réalise des dizaines d'actions à Lyon, en particulier : graffiti antimilitaristes sur des bâtiments militaires, fêtes antimilitaristes, manifestations, etc.

Les jeunes s'insoumettant sont de plus en plus nombreux, alors que le ministre de la Défense (M. Galley) qualifie l'armée de « dernier recours de notre société libérale en cas de crise intérieure grave ». Et c'est la répression : procès contre les membres du G.I.T., arrestations, inculpations... En février 1974, le Monde annonce le chiffre d'un millier de jeunes emprisonnés pour antimilitarisme. Des membres du G.I.T. jugent l'insoumission publique dépassée car trop réprimable et décident de rentrer dans la clandestinité. Le G.I.T. disparaît, et avec lui le rapport de force qui existait. Pour les insoumis, c'est l'exil, la clandestinité, les difficultés matérielles...

Naissance d'« Avis de recherche »

Le manque de coordination incite en 1976 d'anciens membres du G.I.T. à créer le Groupe de solidarité et d'information insoumission (G.S.I.), qui éditera les *Bulletins d'insoumission totale*. Des insoumis, estimant nécessaire de reprendre l'action, créent en octobre 1974 le Groupe révolutionnaire insoumission totale (G.R.I.T.) qui entreprend une série d'actions : grenades fumigènes contre des bâtiments militaires ; appel sur la légitimité politique de l'insoumission signé par 150 artistes, avocats, etc. ; publications de documents militaires.

C'est dans ce contexte, en septembre 1978, que naît *Avis de recherche* qui se veut un lien et une voix pour tous les insoumis. L'autorité militaire s'acharnera sans succès sur *Avis de recherche* pendant trois ans : boîte aux lettres de la revue fracturée, plusieurs plaintes d'Yvon Bourges

(ministre de la Défense à l'époque), surveillance policière du local, mise sous scellés de la boîte aux lettres. Rien n'y fait, *Avis de recherche* continue. Une coordination clandestine est mise en place pour recueillir les infos et diffuser le journal, ainsi qu'un collectif (C.P.I., Collectif parole insoumise), présidé par Jean Lapeyrie, pour organiser le soutien.

« On » recherche *Avis de recherche* : plainte contre la *Gueule ouverte* pour un article le soutenant, mise sous scellés de la correspondance du C.P.I., interrogatoire de May Picqueray (le *Réfractaire*), perquisition au C.P.I., commission rogatoire nationale permettant l'interpellation de tout diffuseur de la revue, perquisition à la librairie libertaire La Gryphe (Lyon) — avec saisie d'exemplaires.

Avis de recherche persiste en appelant à diffuser le journal sur la voie publique (la Fédération anarchiste et le G.R.I.T. le diffusent pendant plusieurs heures à la gare Montparnasse et à Beaubourg). Les 12, 13 et 14 juillet seront des journées d'interventions et de contre-interventions insoumises (diffusions de tracts, collages d'affiches, etc.).

Toujours la répression

Des journaux, des organisations, des avocats soutiennent publiquement *Avis de recherche*. La police saisit des numéros de la revue, lors d'une perquisition à la librairie du Monde libertaire. Maurice Laisant est inculpé. Face à la répression, la réponse d'*Avis de recherche* arrive : constitution d'un collectif de responsables de publication (Frédéric Joyeux, Denis Langlois, Maurice Joyeux, Théodore Monod), d'un collectif de solidarité et d'un collectif d'impression (regroupant 8 imprimeries).

Nouvelle vague de répression : Jean Lapeyrie est entendu au Palais de justice de Paris, des membres du C.P.I. sont inculpés dont Frédéric Joyeux au titre de responsable de la publication. Mais le 15 novembre 1981, les avocats d'*Avis de recherche* et du C.P.I. obtiennent la levée de toutes les saisies ainsi que la restitution des correspondances sous scellés. *Avis de recherche* lance sa campagne « Paroles insoumises » avec des témoignages d'insoumis, alors que le journal est interdit officiellement dans les casernes.

Dernier épisode, avant le 10 mai 1981, Frédéric Joyeux, lors de son procès pour insoumission, est condamné à 12 mois de prison (dont 6 mois ferme) après avoir fait de ce procès une tribune antimilitariste (il quittera le tribunal avant son arrestation !). Le 10 mai 1981 arrive, avec son cortège d'illusions... Dès le mois de juin, *Avis de recherche* s'engage dans la lutte pour l'amnistie des insoumis. Le 30 juin, *Avis de recherche* sort de la clandestinité, jugeant le paysage politique changé.

La suite des événements ne surprit pas les libertaires, si l'amnistie fut bien votée au Parlement, de nouveaux ordres de route parvenaient aux insoumis amnistiés. Le 5 août 1981, le ministère de la Défense réinterdit neuf publications dans les casernes... dont *Avis de recherche* ! A suivre...

LAURENT (G. Paris-XI*)

(1) Cf. « *Cavales insoumises* », édition *Avis de recherche*, en vente à la librairie du Monde libertaire, 50 F.

Profession... Tueur

On les appelle les « Chocs ». Ils sont deux cents. Nageurs de combat, parachutistes d'élite et spécialistes en explosifs, ils constituent le bras armé des services secrets français. A tout moment et sur le seul ordre de leur direction, ils sont prêts à partir aux quatre coins du monde pour faire sauter un bâtiment, trucider un agent adverse ou saboter une usine d'armement. Entre deux missions spéciales, ils s'entraînent tranquillement au tir instinctif dans leur base secrète de Cercottes, près d'Orléans, et ils perfectionnent amoureusement leur technique d'assassinat silencieux à l'arme blanche.

Du moral mais pas de morale

Le manuel d'instruction du « James Bond » modèle est formel. Non seulement l'agent du service Action doit garder la forme, mais il doit en plus entretenir son moral. « Plus qu'un autre, l'agent du service Action a besoin d'un moral élevé, lit-on dans la bible du 11^e Choc, car il se bat isolément, au prix d'efforts physiques et d'attentes déprimantes, dans un terrain difficile au milieu d'une population en partie hostile qu'il connaît mal, contre un ennemi insaisissable qui généralement ne fait pas de quartier ».

Du moral, il en faut à ces Rambo français pour aller frapper, partout dans le monde, les cibles désignées par la raison d'Etat. De la morale, en revanche, il vaut mieux qu'ils en soient dépourvus. Ou bien qu'ils la déposent au vestiaire avant de partir en mission. Car en quarante ans d'activités, les « barbouzes » des services secrets français ont accumulé une belle collection de coups tordus et d'assassinats en tout genre.

C'est en 1946 qu'est créée la première unité d'action des services secrets français. Bataillon d'élite composé de baroudeurs militaires français triés sur le volet et rompus à toutes les pratiques de combat rapproché, de corps à corps et de tir instinctif, le 11^e bataillon parachutiste de choc (les initiés disent le « 11^e Choc ») sera, pendant 17 ans, le bras armé du S.D.E.C.E. (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage).

De l'Indochine à l'Algérie

Il se fera d'abord remarquer en Indochine, à la fin des années 40. Chargé de combattre la guérilla vietminh, il organisera une véritable contre-guérilla pour tenir en échec les troupes d'Ho Chi Min sur leur propre terrain. « Créer l'insécurité en zone vietminh, voilà quelle était notre principale mission en Indochine, se souvient Déodat du Puy

Montbrun, chef du 11^e Choc à cette époque. Pour cela, nous devions nous infiltrer dans la jungle où ne s'aventurent plus les bataillons, débarquer clandestinement sur les côtes, implanter des maquis et préparer par le renseignement et l'action les grandes opérations aéroportées combinées ».

Deuxième grande époque de gloire du 11^e Choc : l'Algérie des années 50. Sous le commandement du chef de bataillon Jeannou Lacaze (qu'on remercia de ses actions d'éclat en le nommant quelques années plus tard gouverneur militaire de Paris, puis chef d'état-major des armées), les commandos du 11^e Choc affrontent les fellaghas et multiplient les coups de main contre les hommes du F.L.N. « Soudain, quand il y a un tuyau à exploiter, poétise Lucien Bodard dans son livre *L'aventure, c'est le débarquement nocturne, le raid sanglant à travers les ténèbres. Leur marche d'approche, c'est celle du silence, celle des ombres. Si tout va bien, il faut tuer et détruire en quelques minutes, avec une précision absolue. Et si le boulot a été fait sans accroc, il leur reste à s'enfuir au galop vers leurs canots* ».

Seulement voilà, la gloire, ça ne dure qu'un temps ! Car le pouvoir, comme le public, est ingrat. Et après plus de 17 ans de bons et loyaux services, le 11^e Choc est dissous le 31 décembre 1963. Motif : le général de Gaulle n'a plus confiance en ce bataillon clandestin trop autonome à ses yeux. Il le remplace par un « service Action » aux mêmes missions, mais à l'infrastructure mieux intégrée à l'organigramme des services secrets. Un service



Lire note de lecture page 11 : « Petit guide des services secrets militaires »

Action qui, au cours des années 70, travaillera essentiellement sur l'Afrique, sous les ordres du général Grillot, pour préserver la position dominante de la France dans cette partie du monde.

Pourtant les services secrets n'ont, aux dires d'un spécialiste, jamais vraiment résolu le problème du recrutement et de la formation des hommes du service Action. Car ces hommes ne sont pas, par définition, des enfants de chœur. Résultat : les coups tordus se multiplient et éclaboussent parfois trop ouvertement les gouvernants. Exemple récent : l'attentat contre le *Rainbow Warrior* en Nouvelle-Zélande.

Vous avez dit « dissolution » ?

A chaque coup dur de ses services secrets, le gouvernement en place annonce un réaménagement interne. Ce fut, bien sûr, chose faite après l'affaire Greenpeace. Décision principale des « verrouilleurs » de service : la dissolution du centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto (Corse) d'où étaient issus la majorité des saboteurs anti-Greenpeace et la quasi-dissolution du service Action de la D.G.S.E. Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Pour les remplacer, le ministre de la Défense Paul Quilès décide le 21 octobre 1985 de ressusciter le 11^e bataillon parachutiste de choc. « Cette unité sera mise pour emploi à la disposition de la D.G.S.E., déclare-t-il, et elle reprendra les missions actuellement exercées par le service Action de cette direction ». Les vétérans du « 11^e » en pleureront de joie et les petits nouveaux rouleront des mécaniques quand le général Imbot leur remit officiellement le drapeau du bataillon le 7 février 1986.

Actuellement dirigé par le colonel Patrick Manificat, le « new 11^e Choc » dispose de deux bases. La première, située à Quelern, dans la Finistère, regroupe (on prend les mêmes et on recommence) les anciens d'Aspretto. Elle est spécialisée dans les opérations navales. La seconde, pour sa part, n'a pas bougé. Elle est toujours à Cercottes, près d'Orléans, et elle est plus spécialement axée sur l'entraînement et les missions parachutistes. Dans ces deux bases, les « Chocs » sont constamment maintenus sous pression par des manœuvres permanentes et des exercices de simulation.

Pour eux, comme pour leurs aînés des années 40, il s'agit, à tout moment, d'être prêts à partir aux quatre coins du globe au nom de la raison d'Etat. Une raison d'Etat qui, quels que soient les gouvernements qui se succèdent, leur donne, encore et toujours, l'ordre de voler, saboter ou tuer. Mais sans se faire prendre.

Pierre MARTIAL

ALGÉRIE

A propos des émeutes de Constantine

Un an après avoir été secouée par des tremblements de terre, Constantine l'a été par des émeutes. Des étudiants, des lycéens, des jeunes sont descendus dans la rue. Comme leurs aînés en 1985 à Alger, Gardhaïa, Tizi Ouzou, ils ont affronté les forces de l'ordre pour de meilleures conditions de vie. L'Algérie est dans la rue et la contestation n'est pas l'apanage d'une organisation politique.

Une des nouveautés du mouvement de Constantine est son origine, Alger, sans oublier son extension à Sétif. Ce sont les lycéens d'Alger qui ont ouvert les hostilités à propos de l'éventuelle inscription de nouvelles matières au bac : éducation politique et religieuse. Dans un pays comme l'Algérie, les nouvelles, fondées ou non, se propagent rapidement. La R.T.A. (Radio Trottoir Alger) s'est empressée de les répandre malgré les dénégations du ministère de l'Éducation. Ces thèmes furent repris par les jeunes de Constantine et il y avait de quoi !

Dans un pays où le taux de réussite au bac ne dépasse pas 30%, où beaucoup de bacheliers n'accèdent pas à l'enseignement supérieur faute de place, on comprend dès lors le rôle sélectif de ces deux matières. Il ne faut pas oublier en outre que cela alourdit un programme déjà bien chargé.

Remise en cause du pouvoir ?

En dehors de ces inquiétudes « bien légitimes » des jeunes, nous pouvons nous demander s'il n'y a pas une remise en cause du pouvoir. Une partie des événements de Constantine et de Sétif peut s'analyser dans ce sens. En demandant une amélioration des conditions d'études et une meilleure qualité de l'enseignement, les étudiants détruisent un mythe, car le gouvernement insiste énormément sur son effort à ce niveau. Or, les jeunes ont prouvé que cela n'était qu'un bluff. Les Algériens vont pouvoir remettre en cause l'une des assises fondamentales de l'Etat : l'éducation. Dans le même temps, les jeunes chômeurs occupent les rues, le plein emploi est un leurre dont ils sont les victimes. Toute une façade s'écroule, mais elle ne cachait plus grand chose.

Les journalistes qui ont commenté ces événements parlent de la crise qui sévit en Algérie. Elle a joué un rôle extrêmement important dans le déclenchement de ces émeutes. L'Etat se trouve depuis 1986 dans l'incapacité de répondre aux aspirations de la population. Après les époques de sacrifices, de la guerre jusqu'au début des nationalisations, les Algériens ont exigé de profiter un peu plus de la vie. L'Etat l'a bien compris et pendant 10 ans, grâce aux hydrocarbures, il a pu élever leur niveau de vie. Mais surtout, il a réduit la portée des erreurs des technocrates. Il pouvait parler de plein emploi ou du moins en créer l'illusion. Or, aujourd'hui, il doit faire machine arrière. Les voyages à l'étranger sont réduits à un par an, la si précieuse allocation de verse n'est versée que tous les deux ans et le nombre des ayants droit est limité. Le chômage, les pénuries et la crise du logement se font de plus en plus aigus. L'Algérien ne voit pas le bout du tunnel et les jeunes ont la désagréable impression de plonger dans un puits sans fond.

Il n'est pas rare d'entendre qu'un jeune a arrêté ses études pour trouver du travail. Il sait que la situation de l'emploi sera pire demain. D'autres, plus rares, vont chercher à devenir commerçants ou bureaucrates. Ils auront la chance sans doute de se promener en R. 25 (coût : 300 000 FF), d'habiter une jolie villa (1 000 000 FF) ou un logement F.3 (400 000 FF). Le salaire moyen est de 30 000 FF par an. En Algérie, les inégalités deviennent plus criantes et les jeunes sont les plus touchés.

Pour un jeune, trouver du travail devient de plus en plus dur. Il devra accepter un peu tout et n'importe quoi ; la promotion sera du domaine de l'impossible sans de petits arrangements. Ici, on ne parle pas de mérite mais de relations, et les petits et grands chefs ont déjà leurs places. Il aura sans doute la malchance de devoir s'expatrier et de s'installer loin de chez lui dans des conditions difficiles (crise du logement, pénuries...). S'il aspire au mariage, il devra souvent, faute de logement, accepter la promiscuité et les conflits familiaux. Une autre difficulté est le coût du mariage : on doit être

à la hauteur de l'estime de ses voisins et de sa famille.

La révolte est donc latente et diffuse. Si le raï a eu un si grand succès populaire, c'est qu'il parle du quotidien et de la rue, de tous les interdits, de la sexualité, des phantasmes qui meublent l'imaginaire des jeunes. A Constantine, on a cassé du fic, pillé quelques magasins, volé des billets pour l'étranger (synonyme d'évasion) et fait la fête. Pendant une journée, les rues ont changé de visage et sont devenues accueillantes, un espace de liberté. On n'y a pas fêté la qualification de l'Algérie à je ne sais quelle compétition sportive, mais le plaisir d'être là et de bien s'amuser. A Sétif déjà, en 1986, les étudiants s'étaient mis en grève ; on a remis cela. Marrant car la willaya (département) est dirigée par le frère de Chadli. Le gouvernement a dépensé beaucoup d'argent pour qu'elle devienne la perle de l'Est. Mais ici comme à Constantine, le ravalement ne cache pas les lézardes.

Volonté de changement...

Au lieu de réduire les inégalités, les dernières décisions de l'Etat les légalisent. Elles accélèrent le processus de privatisation et réduisent le pouvoir des ouvriers en mettant en place un nouveau code du travail.

Pourtant le pouvoir est au courant de l'état d'esprit de la population. Il dispose de différentes sources d'information dont principalement le Parti, les syndicats et différentes organisations de masse. Leurs militants de base sont à l'écoute de la population car ils en font partie. C'est malheureux à dire, mais ils croient beaucoup à leur rôle et sont honnêtes. Le problème, s'il y en a un, n'est pas la remontée des informations mais la nécessité pour ceux qui détiennent le pouvoir de se maintenir. Ils doivent entre autres accorder des faveurs, couvrir les erreurs de tous les sous-fifres qu'ils dirigent. Mais comme on dit, on ne prête qu'aux riches. La R.T.A. parle de châteaux en France, de l'empire oranais du couple présidentiel. L'exemple vient de haut.

A tous les niveaux de la société, le profit est de rigueur. Chacun profite de sa situation pour s'en mettre plein les poches. Face à

une situation bloquée, toute volonté de changement affronte les « parvenus ». Ils sont nombreux et se soutiennent, toute remise en cause butte contre eux. Ils sont comme une pyramide : détruire une partie de la base, c'est tout enlever ; mais c'est tout le poids de la pyramide que l'on doit faire bouger. L'inertie est de rigueur et elle s'apprend vite. Tout le monde est conscient de cette situation, mais l'Etat a perdu toute crédibilité pour d'éventuels changements. C'est pourquoi il a tant insisté sur l'éducation politique et religieuse auprès de la jeunesse et de la population.

...mais dans quel sens ?

Après la guerre qui vit près de 1,5 million d'Algériens mourir, le F.L.N. a légitimé son pouvoir en parlant de ses morts. Aujourd'hui, près de 60% de la population n'a pas vécu ces événements dramatiques, ce massacre. On parle très souvent de la très glorieuse lutte du peuple algérien sous la direction éclairée du F.L.N., mais plus personne ne s'en soucie. Or que penser d'un Etat qui n'a plus d'assise idéologique, il sent son pouvoir s'affaiblir. On a souvent comparé Chadli à Boumédiène, devenu le grand inconnu, et on a parlé du charisme de ce dernier en opposition au peu d'influence de Chadli. L'Etat est en crise et on le sait.

Une des solutions est de mener une guerre idéologique contre les sirènes de l'Occident. Depuis 8 ans, on assiste à une arabisation forcée (marginalisant une grande partie de l'intelligentsia) et à l'inscription de l'éducation religieuse dans l'enseignement. On change de combat, et si possible, on en crée de nouveaux. Malgré tout, l'Etat se trouve déborder par les intégristes d'un côté et les émigrés de l'autre. Ceux-ci sont la perpétuelle image d'un monde meilleur et différent, cet Occident tant décrié. Alors on cherche à dévaloriser les hommes, les femmes, les enfants en parlant du racisme, de la violence, du chômage qui sévissent en Europe. On laisse entendre que la liberté des mœurs actuelle est la faute de toutes les « beurettes ». Certains articles de la presse algérienne auraient pu avoir leur place dans le Figaro-Magazine, affligeant ! On voit qu'en dehors du combat économique, il y a la lutte idéologique.

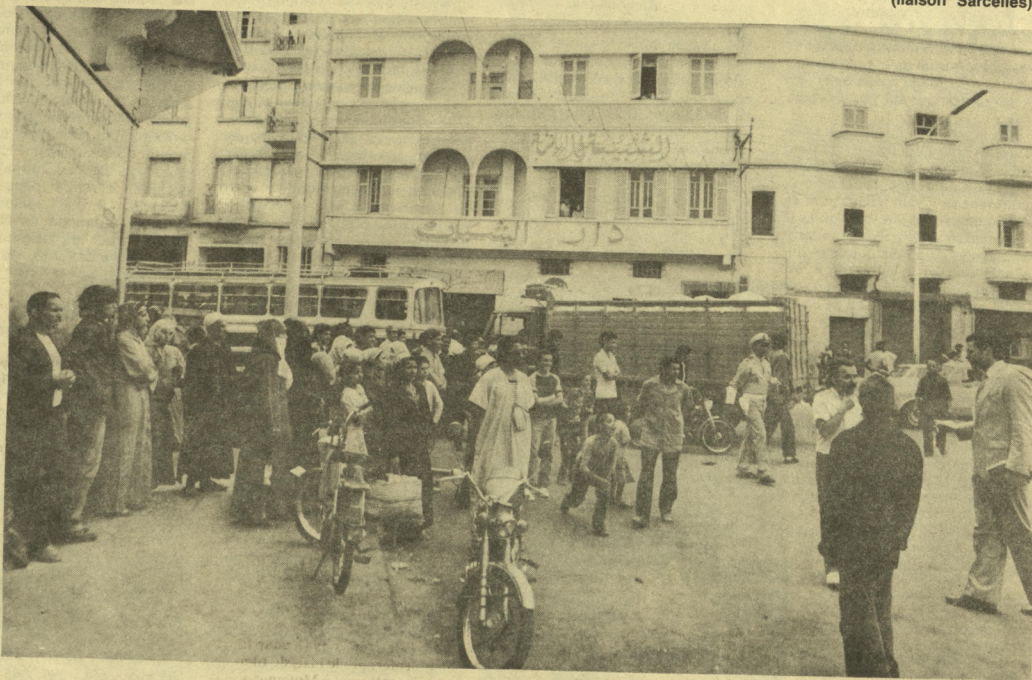
Vers le « libéralisme »

La situation des ouvriers va en se dégradant. La « beauté » du socialisme, nous connaissons tous... mais avant 1984, le prolo pouvait faire jouer la concurrence et obtenir différentes primes. Maintenant, il existe un système unique de rémunération. L'Etat assure à tous un salaire égal, mais il réduit tous les conflits salariaux à une opposition directe contre lui. La lutte paraît perdue d'avance, pourtant il existe de nombreuses réticences et grèves. Dans tous les lieux publics, personne ne s'est gêné pour s'insurger contre le nouveau code du travail. Le gouvernement a alors utilisé toutes les armes à sa disposition : presse, syndicats, flics. Avec la décentralisation politique et économique, le pouvoir est maintenant concentré dans les mains du wali (super-préfet). Il nomme les différents responsables d'entreprises qui appliquent plus ou moins les lois en vigueur : si le prolo veut faire respecter le peu de droits qu'il a, il butera invariablement sur le wali qui est également le chef de la police.

Peut-on espérer un changement social allant dans le sens d'une société libertaire ? Actuellement, la situation est bloquée. Il est très rare de discuter de révolution sociale en Algérie, sauf avec des marxistes convaincus (!). L'Algérie s'oriente vers une société libérale et on ouvre la porte aux capitaux étrangers, à eux de faire avancer le pays. L'Etat offrira des garanties sur le bon fonctionnement social. Dans le même ordre d'idées, la petite bourgeoisie est exhortée à investir et à s'enrichir sur le dos des autres. Par ailleurs, il y a une nette montée de l'intégrisme islamique. Le pays est le premier constructeur de mosquées du monde, et ce grâce aux dons des croyants. Les Frères musulmans s'implantent et on les voit très souvent dans la rue. Ils ont même engagé un début de guérilla en 1985. Tout est en place pour perpétuer l'exploitation.

On le voit, les perspectives ne sont guère brillantes. Mais l'Etat a montré son refus de toute opposition interne et son caractère totalitaire. La violence de la répression n'est que la partie émergée de l'iceberg. Les contestataires qui auront eu la malchance de se faire repérer pourraient bien ne trouver ni travail ni logement, ils traineront une petite fiche et pourront se voir refuser un passeport : c'est la violence au quotidien. Malgré tout des gens résistent, ils sont rares, vivent cachés (le silence ou le bâton) et parmi eux quelques libertaires. Certains ont préféré un exil « doré ». Que faire d'autre ?

BRAHIM (liaison Sarcelles)



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

le m
A
que,
ment
étudia
les ge
des é
repris
février
ment
manco
tous s
l'appe
révélé
nantes
tions e
de l'
d'acc
concl
Le p
voir qu
du gou
ci céd
inscrit
revend
ratifica
parole
ción E
Estudia
dians l
à arra
Marava
pour un
res fina
lards d
Le bi
nale s'
liard de
ministre
REV
DES
« Le
« Volon
Entière
l'Espag
rassem
de Mur
Berti (a
pouvoir
Camach
l'anarch
l'amené
collabor
exceller
guerre
révoluti
vente à
libertair
« Il faut
publicat
mensuel
situation
Iran, « A
par des
exilés en
arrivé à
la revue
indispens
diffusée
rédaction
« Abgun
A 02601
« On rap
revue ca
anglaise
y a quel
vraiment
habitué à
régularité
« La LL
mensuel
uniquem
et à mes
véritable
Ouvert à
démarch
« La LLe
des initia
antifascis
la représ
etc., et p
articles in
document
(déjà 19
43201 Re

ESPAGNE

Fin du conflit des étudiants

ALORS que les médias avaient presque réussi à démobiliser l'opinion publique, à lui faire croire que totalement essouffé le mouvement des étudiants du secondaire était sur les genoux ; alors que le Syndicat des étudiants avait appelé à la reprise des cours le lundi 16 février ; alors que le gouvernement espagnol multipliait les manœuvres tortueuses ; alors que tous s'accordaient à croire que l'appel à la grève illimitée s'était révélé suicidaire, les parties prenantes dans le conflit (organisations étudiantes comme ministère de l'Éducation) se mettaient d'accord sur un programme de conciliation le mercredi 18 février.

Le projet, à première vue, laisse voir que les grévistes ont eu raison du gouvernement espagnol. Celui-ci cède sur de nombreux points inscrits dans la plate-forme de revendications. Sous réserve de ratification par la base, les porte-parole de la C.E.A.E. (Confederación Estatal de Asociaciones de Estudiantes), le Syndicat des étudiants et la coordination ont réussi à arracher des concessions à Maravall. Concessions qui sont pour une grande partie des mesures financières s'élevant à 40 milliards de pesetas.

Le budget de l'Éducation nationale s'alourdit de plus de 1,8 milliard de francs alors qu'il y a peu le ministre de l'Éducation qualifiait

les demandes des étudiants d'« irréalistes » et d'« utopiques ». Il est vrai que ces mesures : gratuité de la scolarité au cours des trois dernières années du secondaire, augmentation du nombre de bourses et de places dans les écoles, gratuité de l'inscription à l'université pour les enfants de familles à bas revenus coûtent la « peau des fesses » au gouvernement de Gonzalez ; même si ce dernier, par la bouche de Maravall, affirme sans rire qu'« on peut parler, maintenant, de l'accélération du rythme dans l'application de la politique qui tend à la concrétisation de ces objectifs (ceux de la réforme du

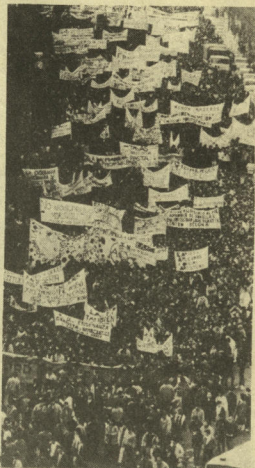
système éducatif), conséquence des revendications légitimes des étudiants. »

Toutefois, le principe de sélection à l'entrée de l'université n'est pas supprimé, même si le ministre de l'Éducation s'est engagé à revoir, dans un processus de concertation élargie, les modalités d'application. Ce principe reste la pierre angulaire de la politique éducative de Maravall et l'indispensable verrou que le gouvernement socialiste espagnol pose pour adapter l'enseignement secondaire et universitaire aux lois du marché.

D'ores et déjà, la quasi-victoire des étudiants ne fait pas que des heureux. La Coordinadora Pro Libertad de Enseñanza (organisation catholique intégriste) menace le gouvernement d'agitation. Selon elle, cet accord « constitue un attentat à la liberté de l'enseignement ! ». Maravall va devoir faire face aux réactions de l'enseignement privé, terriblement influent, dont le caractère réactionnaire reste affirmé (1). Nous reviendrons plus longuement sur ce conflit la semaine prochaine pour en tirer toutes les analyses qui s'imposent. Et, en démantelant le vrai du faux, mettre en évidence le rôle crapuleux de la presse quotidienne espagnole (2) dans l'intoxication et le désamorçage de la mobilisation étudiante.

Relations internationales

- (1) Cette coordination confessionnelle a appelé à des manifestations. Le Syndicat des étudiants s'est engagé à organiser des contre-manifestations.
- (2) « El País » s'adjuge la palme d'or.



REVUE DES REVUES

• Le dernier numéro de « Volonté » vient de paraître. Entièrement consacré à l'Espagne de 1936, il rassemble des contributions de Murray Bookchin, Nico Berti (anarchisme, politique et pouvoir), Claudio Venzà, Diego Camacho (qui essaie d'expliquer les déviations de l'anarchisme espagnol qui l'amènent à terme à collaborer avec l'Etat). Une excellente chronologie de la guerre d'Espagne et de la révolution conclut ce n°4 (en vente à la librairie du Monde libertaire).

• Il faut signaler la fin de publication de la revue mensuelle d'information sur la situation socio-politique en Iran, « Abgun », revue animée par des camarades anarchistes exilés en R.F.A., et qui en était arrivé à son 26^e numéro. Seule la revue disparaît. Les infos indispensables seront toujours diffusées par l'équipe rédactionnelle. L'adresse : « Abgun », Postlagerkarte A 026018, 5000 Köln 1, R.F.A.

• On rappelle que « Strike ! », revue canadienne de langue anglaise, a cessé de paraître il y a quelques mois. C'est vraiment dommage. On s'était habitué à la qualité (et à la régularité) de ce canard.

• « La LLetra A », magazine mensuel en catalan (mais pas uniquement), présente au fur et à mesure un visage véritablement intéressant. Ouvert à toutes les démarches, luttes spécifiques, « La LLetra A » se fait l'écho des initiatives syndicales, antifascistes, des luttes contre la répression, des taulards, etc., et propose également des articles internationaux très documentés. « La LLetra A » (déjà 19 n°), c/o Sant Viçç 3, 43201 Reus, Espagne.

BRESIL Nouvelles du mouvement libertaire

LES rencontres de Brasilia que nous avons annoncées dans un précédent numéro du Monde libertaire se sont déroulées dans les locaux de l'université de Brasilia les 7, 8, et 9 novembre 1986. Les délégations étaient les suivantes : São Paulo (4 délégués), Bahia (4 délégués), Brasilia (5 délégués), Rio Grande do Sul (2 délégués), Ceará (3 délégués), Amazonas (2 délégués), Santa Catarina (1 observateur). Plus de 70 personnes, présentes à titre individuel, y participaient. Ces assises étaient ouvertes au public. De plus, un certain manque d'organisation se fit sentir.

L'ordre du jour proposé : rapports des délégations, formation de la Fédération anarchiste du Brésil, lancement d'un organe de presse libertaire, la Confédération ouvrière du Brésil, tenait son importance du deuxième point qui catalysait un processus d'organisation du mouvement libertaire déjà bien entamé.

Les rapports restèrent polarisés sur deux positions. Celle des camarades qui souhaitent former une fédération anarchiste qui s'appuiera sur les groupes et celle de ceux qui appuient la dilution de l'organisation et le travail militant au sein des structures et groupes préexistants et institutionnalisés. Les délégués de Brasilia proposaient une création immédiate. Ceux de São Paulo, Rio Grande do Sul, Bahia y étaient favorables mais seulement au travers d'un processus de construction. Celui-ci débuta par conséquent par la nomination d'une commission de relations ; la publication d'un bulletin mensuel informant de l'activité des groupes, permettant de clarifier les propositions et positions politiques ; la formation dans chaque Etat d'une coordination qui relie les divers groupes, pour

devenir à terme une fédération locale. Un congrès extraordinaire va être convoqué ensuite pour préciser définitivement la forme que prendra cette fédération. Les groupes de Rio Grande do Sul et Santa Catarina taxèrent ces propositions de bureaucratique et d'autoritaires. Ils lancèrent les propositions d'« assemblée libre de municipalités » et de « démocratie directe » comme tâches prioritaires. La contribution présentée n'était pas très claire et provoqua beaucoup de confusion dans les esprits. Elle a fini par monopoliser toutes les discussions. Les bases théoriques faibles des participants donnèrent au

débat un tour difficilement acceptable, le rendant parfois inutile et faisant perdre du temps sur l'ordre du jour. Il faut quand même signaler quelques aspects positifs de ces rencontres : le renforcement des groupes de Brasilia, Amazonas, Ceará, etc. ; l'échange direct d'informations et une meilleure connaissance des délégués entre eux. Il fut également décidé la distribution d'un tract appelant à voter nul aux prochaines élections, manifeste signé par le mouvement libertaire.

Relations internationales (informations transmises par le délégué du groupe de São Paulo)



Quatorze ans d'ombre militaire, bientôt la fin ? Il nous est possible de la précipiter. Cette tournée européenne oblige à engager des moyens importants. En lien avec les camarades de la Fédération anarchiste italienne et Black Flag (revue anarchiste anglaise), nous organisons une souscription. Elle pourra se concrétiser au moment des nombreux meetings qui auront lieu en France (Poitiers, Toulouse, Perpignan, Rennes, Paris, etc.), mais aussi avant et après ceux-ci. La Fédération anarchiste française et les travailleurs libertaires chiliens en exil font donc appel à votre soutien (1) et à votre disponibilité, qui seront sollicités en ces mois de mars et avril 1987.

Relations internationales

- (1) Souscriptions : établir tout règlement à l'ordre de M. Le Roux (mentionnez « solidarité Chili », c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

GRÈCE

Ouverture d'un centre d'information à Athènes

DES anarchistes d'Athènes ont décidé, il y a peu, d'ouvrir un centre culturel qui s'attache à diffuser la pensée anarchiste et à se faire l'écho des activités militantes, en Grèce comme au niveau international. Ce centre proposera les services d'une bibliothèque (livres, journaux, magazines), d'une salle de projection de films et donnera priorité également à la possibilité pour tous de s'y réunir, d'y tenir des conférences...

Les camarades font donc appel à toutes les bonnes volontés pour les soutenir dans leurs efforts. Il s'agit d'un travail considérable, alourdi encore par la tension sociale qui règne en Grèce aujourd'hui. Toute publicité, tout élargissement du réseau de sympathie autour de ce projet est indispensable (1).

Relations internationales

- (1) Pour tout contact : Fotis Fotiou, Ollifou 3, Ano Patisia, P.T. 11142, Athènes (Grèce).

CHILI

Tour d'Europe d'un responsable libertaire

L'ÉVÈNEMENT est important ! Témoignages directs de premier ordre, analyses exemptes de tout décalage, possibilité de se rendre compte de l'état actuel de l'opposition sociale au régime fasciste de Pinochet (et essentiellement de sa composante libertaire) : la visite en Europe du secrétaire national du Mouvement libertaire chilien (Movimiento Libertario en Chile) réunit tous ces aspects et relancera sans nul doute la mobilisation en solidarité au peuple chilien.

Le Mouvement libertaire chilien est représenté par la Coordinadora de Estudios « Hombre y Sociedad » et fédère plusieurs tendances. Il se déploie sur quatre fronts : la Ligue pour la paix, le mouvement syndical (au travers principalement de sa participation directe au sein du Movimiento Sindical Unitario), le mouvement étudiant universitaire et l'antimilitarisme. Le représentant du Mouvement libertaire chilien arrivera en France au début du mois de mars pour entamer, après avoir participé à plusieurs initiatives à Paris comme en province, un tour d'Europe qui le conduira en Belgique, Hollande, Danemark, Suède, Norvège, Angleterre, Irlande du Nord, Italie et enfin en Espagne. Nous ferons toute la place nécessaire à ce voyage dès la semaine prochaine. Pouvons-nous attirer seulement votre attention sur l'excellente occasion qui nous est faite de participer directement au renforcement de l'opposition chilienne au régime de Pinochet qui, depuis 1973, ne desserre pas son étreinte ?

R.F.A.

Résistance antinucléaire Conférence-débat à Paris

NOUS n'avions pas manqué de vous tenir informés de la contestation antinucléaire qui s'est développée autour du site de Wackersdorf, en Bavière. Il est prévu d'y installer une usine de retraitement de déchets nucléaires (Wieder Aufbereitungs Anlage). Occupations, confrontations s'y déroulent depuis maintenant plus d'un an. La répression policière donne à ce conflit un caractère de guerre civile. N'a-t-on pas assisté le 7 janvier 1986 à une intervention de plusieurs milliers de flics, renforcés par des gardes frontalières (descendus en rappel d'hélicoptères), qui lâchèrent leurs chiens, noyèrent le village sous les lacrymos et procédèrent à 762 arrestations !

Des camarades impliqués dans la lutte antinucléaire en R.F.A. seront à Paris le 2 mars 1987 pour faire le point de la situation actuelle et vous présenter, par le biais de films vidéo, l'état de la résistance à Wackersdorf mais également à Mutlangen, où depuis l'hiver 1983-1984 sont stationnés les missiles Pershing II. Cette conférence-débat aura lieu à l'Ageca, 177, rue de Charonne, 75011 Paris, à 19 h 30. Le mouvement antinucléaire allemand est le plus important et le plus solide d'Europe mais a besoin de notre soutien le plus total. Des acteurs directement impliqués vous invitent donc ce lundi 2 mars à en discuter.

Relations internationales

« Mujeres Libres »

Le problème des femmes avait été abordé dès la fin du XIX^e siècle par le mouvement libertaire espagnol. Des auteurs anarchistes écrivent des articles dans la presse. On peut citer Amselmo Lorenzo, José Prat et Teresa Claramount. Pendant la Seconde République, les libertaires organisent des campagnes en faveur de l'éducation sexuelle, pendant lesquelles ils développent l'information sur le contrôle des naissances, la prévention des maladies vénériennes, sur la liberté sexuelle et l'union libre.

Le mouvement ouvrier syndical s'organise et se développe en Espagne dès le début du siècle. Il connaît des périodes de répression très dures. Les dictatures de Alphonse XIII et de Primo de Rivera répriment de façon sanglante les luttes sociales. Les militants sont pourchassés et assassinés, et les groupes démantelés. Malgré cela les organisations se reconstituent. A la veille de la révolution, le mouvement libertaire occupe une place essentielle sur le champ social. Le congrès de la C.N.T.

(centrale anarcho-syndicaliste) de mai 1936 adopta dans son rapport sur le concept confédéral du communisme libertaire la complète égalité de la femme et de l'homme.

Afin de mieux comprendre ce que pouvait représenter ce discours dans la société espagnole, il faut essayer de remonter 50 ans en arrière. L'éducation très catholique reléguait les femmes au rôle de servante et de mère. Ces idées se heurtaient au machisme, et ceci même parmi les militants syndicalistes. Il faut aussi remarquer que parallèlement, en France, il faudra attendre 1945 pour que les femmes aient le droit de vote.

Née d'une réflexion de femmes militant dans les organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes, « Mujeres Libres » s'était donné pour but la libération de la femme sous tous ses aspects afin de combattre son esclavage en tant que productrice ; son esclavage en tant que femme ; son esclavage dû à l'ignorance. Il s'agissait aussi d'attirer les femmes vers les idées libertaires.

Des groupes féminins s'étaient constitués à Madrid, Barcelone et Valence dès 1933 autour d'une revue et d'une intervention de type culturelle. Ils se sont regroupés à la veille de la révolution, afin de s'organiser en fédération et de lancer une campagne de propagande. Ses objectifs étaient l'émancipation de la femme et du prolétariat. « Mujeres Libres » ne voulait pas être une organisation d'une minorité élitiste de dirigeants, mais se proposait d'être une organisation de masse de femmes. Elle comptera jusqu'à 20 000 affiliées au plus fort de son essor. De même, « Mujeres Libres » s'identifiait aux aspirations du mouvement libertaire espagnol et se considérait comme partie prenante de ce mouvement, même si cela n'a pas toujours été bien compris du reste du mouvement espagnol.

CAROLINA



Portraits de femmes anarchistes

De toda la vida (1) est un document vidéo réalisé en 1985 par deux étudiantes américaines, Lisa Berger et Carol Mazer. Ce film présente neuf femmes qui ont vécu et participé à cette époque de l'histoire qui nous intéresse. Elles n'ont pas toutes participé au mouvement « Mujeres Libres ». Mais ce qui les lie, c'est leur appartenance au mouvement libertaire. Toutes ont été ou sont encore à la C.N.T. J'ai tiré de ce document le portrait de cinq de ces femmes, ainsi que leurs interventions les plus significatives. J'espère seulement ne pas avoir trop déformé ni leurs vies ni leurs pensées.

Dolores

Dolores Prat vit aujourd'hui à Toulouse, elle est née à Ripoll, en Catalogne, d'une famille pauvre très catholique. Après une année chez les sœurs dont elle garde un souvenir très pénible et une année à l'école publique, elle commence à travailler dans une usine textile.

Elle raconte : « En 1919, il y eut une grande grève dans toute la Catalogne... C'est alors que je me suis mise à travailler, j'avais quinze ans. Mon père me proposa de suivre des études pour devenir institutrice

ou de m'acheter un fonds de commerce. Je ne voulais pas passer ma vie avec des enfants, ni me voir vendre de la nourriture au lieu de la distribuer... il y avait tant de misère.

Alors je lui ai dit que je voulais aller à l'usine pour pouvoir protester. Et là, je suis rentrée à la C.N.T., parce que c'était eux les vrais révolutionnaires. »

Lola

Lola Iturbe a commencé à travailler elle aussi très jeune dans l'industrie du textile à Barcelone. Née d'une relation extra-conjugale, elle a beaucoup souffert de cette situation. La pression sociale, imprégnée de catholicisme et de moralisme, fait d'elle une enfant révoltée. C'est dans les milieux libertaires qu'elle rencontre la chaleur et le respect qu'elle attendait. A partir de là, elle commence à étudier et à connaître l'anarchisme.

« (...) Un des événements les plus sensationnels avant la révolution eut lieu un 1^{er} mai à Barcelone, à la fête du livre. Pour la première fois, la maison d'édition anarchiste Tierra y Libertad y tint un très grand stand. Il y avait des jeunes filles qui vendaient à la criée les brochures du docteur Lazarte en revendiquant la liberté sexuelle. Vous

pouvez imaginer ce que ce discours pouvait représenter à ce moment-là. Ce fut la première fois que l'anarchisme sortait dans la rue, non plus comme quelque chose de violent mais comme un phénomène culturel... »

Elle a dirigé avec son compagnon Juan Manuel Molina la revue théorique anarchiste Tierra y Libertad et a écrit un ouvrage en 1974, en castillan La femme dans la lutte sociale. « Il faut que nous gardions en mémoire, les milliers de femmes qui furent exécutées pendant la guerre. Je me souviens de l'une d'entre elles, elle s'appelait Soledad Amoros. Lorsque les fascistes lui annoncèrent son exécution, elle demanda si elle pouvait se retirer quelques instants dans sa cellule. Elle s'habilla, se maquilla, et lorsqu'elle sortit dans la cour, elle cria : "compagnes, ils m'emmenent à la mort, vive la liberté" ».

« C'est pour cela, que j'ai écrit ce livre, pour que ces femmes ne restent pas dans l'anonymat. En effet, peu de ces femmes ont été citées dans les nombreux ouvrages que les compagnons ont écrit sur le mouvement anarchiste espagnol, à part peut-être Soledad Gustavo et Teresa Claramount. En revanche, moi j'ai voulu parler des autres qui ont été moins connues, mais qui n'en ont pas eu pour cela une importance moindre dans l'histoire de notre mouvement. »

Federica

Federica Montseny a été une des figures marquantes de cette révolution. Elle a été une des ministres anarchistes qui ont participé au gouvernement. Et elle fut la première femme nommée ministre en Espagne (ministre de la Santé). Fille de militants anarchistes, elle raconte comment sa mère, au début du siècle, partait faire des tournées de conférences avec trois compagnons et comment de chez elle sortaient des milliers de brochures, de revues que ses parents éditait.

Elle parle aussi des réalisations auxquelles elle a participé, lorsqu'elle était ministre : la créa-

tion de lieux pour les enfants et les personnes âgées ; les centres de formation pour les femmes, particulièrement pour aider les prostituées à se libérer de leur milieu ; ainsi que la légalisation de l'avortement libre.

Pepita

Pepita Carpena a vécu ses années d'adolescence pendant cette période. Faisant partie des jeunes libertaires, très tôt le problème de l'émancipation de la femme l'a poussée à participer aux activités de « Mujeres Libres ». Là, elle y rencontre Mercedes Comaposada et Lucia Sanchez Saornil, deux des femmes fondatrices de ce mouvement. Ces femmes, en complétant son éducation de jeune fille quasiment analphabète, ont eu une grande importance dans sa vie. Elle raconte ces trois années de lutte, de révolution, qui l'ont tant enrichie et malgré la guerre, les bombardements, les compagnons disparus, elle garde de cette époque un souvenir très exalté. Trois années qui ont compté chacune pour dix. Trois années qu'elle aurait regretté ne pas

avoir vécu. Pepita participe aujourd'hui aux travaux du C.I.R.A. de Marseille.

Sara

Sara Berenguer est la fille d'un militant anarcho-syndicaliste. En 1936, celui-ci part pour le front. Elle a alors 17 ans. Voulant être utile à la révolution, elle se rend sur les conseils de son père au comité révolutionnaire de son quartier et y prend des responsabilités. Le comportement machiste de certains compagnons militants face à leurs compagnes et aux femmes désirant sortir de leur rôle traditionnel, la pousse à participer aux activités de « Mujeres Libres ». Elle prend alors conscience que le discours politique ne suffit pas et qu'il est nécessaire d'agir sur les consciences et de s'éduquer.

« Au début, lorsque Mujeres Libres s'organisa, je n'étais pas d'accord avec elles parce que je considérais que pour gagner la lutte, il fallait combattre ensemble, l'homme à côté de la femme. Et comme pour moi, cela me semblait naturel, je ne voyais pas le pourquoi d'une organisation de femmes. »

« Puis il y eut l'annonce d'une conférence de Femmes libres. Je m'y suis rendue, et j'ai entendu 3 compagnons y entrer en se moquant de Mujeres Libres : "Qu'est-ce que viennent faire ces femmes ? Tenir une conférence ? Pour qui se prennent-elles ?" Cela me toucha très profondément. Aussi, lorsque la conférence se termina, je me suis emportée contre eux et à la faveur des débats, j'ai débatté toute la rancoeur que j'avais contre les compagnons qui ne nous considéraient que comme des mères de famille ou des servantes. »

CAROLINA
(Gr. de Béziers)

(1) Ce film est disponible actuellement en castillan et en anglais, une traduction en français est en préparation. Il dure 50 minutes.

« Mujeres Libres » et la révolution espagnole

La révolution espagnole a sûrement déterminé l'essor de cette organisation. En effet, l'atmosphère catalysatrice de la guerre a fait que beaucoup de femmes sont sorties de leur rôle traditionnel. En effet dès juillet 1936, les ouvriers et les paysans regroupés dans les syndicats de la C.N.T. et de l'U.G.T. réorganisent la production dans les villes et dans les campagnes. Ils collectivisent les entreprises, partagent les terres, rationalisent la production et réorganisent la société. De nombreuses personnes partent au front combattre le fascisme.

« Mujeres Libres » a profité de cette dynamique afin d'investir tous les terrains. Leurs actions concrètes ont été nombreuses et variées, s'adaptant aux situations locales. Elles se sont attaquées au problème de l'éducation des femmes, en organisant des cours d'alphabétisation, des cours d'éducation sexuelle et des cours de formation professionnelle. Elles se sont aussi occupées de l'éducation des enfants en créant des classes et des ateliers inspirés de l'école rationaliste de Francisco Ferrer. Elles ont constitué des groupes d'aide aux familles et aux victimes de guerre. Elles se rendaient régulièrement sur le front apporter leur aide morale aux miliciens. Elles ont organisé à l'arrière des fronts des hôpitaux pour donner des soins aux blessés. Elles ont créé des crèches gratuites, des réfectoires populaires ainsi que des « Liberatorios » pour aider les femmes à se libérer de la prostitution. Elles ont pris des responsabilités dans les syndicats et l'organisation de la société en construction. Elles ont investi les postes de travail laissés par les hommes partis au front. Et pendant les premiers temps, certaines sont parties au front.

J'arrêterai là l'énumération de leurs réalisations, tant elles sont nombreuses, sans oublier de mentionner leur travail de théorisation et de propagande. « Mujeres Libres » a édité de nombreux numéros de sa revue pendant la période de la révolution, tout en apportant sa contribution à la presse libertaire. Pour finir, je citerai les noms des fondatrices de ce mouvement : Lucia Sanchez Saornil, qui a le plus écrit sur la question ; Mercedes Comaposada et Anparo Poch y Gascon, docteur en médecine. Ces trois femmes collaboraient aussi bien aux revues théoriques anarchistes qu'aux journaux anarcho-syndicalistes.

CAROLINA (Gr. de Béziers)



(1) Ce film est disponible actuellement en castillan et en anglais, une traduction en français est en préparation. Il dure 50 minutes.

ÉDITION

« Espagne 36. Images de la révolution sociale »

APRÈS L'Entraide de Pierre Kropotkine et Marx, ténia du socialisme (recueil de textes) (1), les Editions de l'Entraide viennent de publier *Espagne 36. Images de la révolution sociale* (2).

Plutôt qu'une note de lecture habituelle (le poids des mots peut-il remplacer le choc des photos ?), il nous semble plus important de faire partager l'aventure que constitue l'édition d'un livre par un groupe militant. Les lecteurs du *Monde libertaire* connaissent bien l'épopée sociale que fut la guerre d'Espagne, mais combien d'autres ignorent les réalisations économiques, la foi qui animait les militants ouvriers, les trahisons du parti communiste et du gouvernement républicain...

Un travail collectif

« Nous voulons restituer grâce à des documents historiques souvent inédits, ce que l'on a tu, déformé, calomnié ou schématisé. », écrivons-nous dans la préface. C'est un pari ambitieux que de vouloir réaliser un album photos donnant la vision la plus complète possible (122 photos, 32 dessins, 95 pages format 205 x 292) de cet épisode de notre histoire haut en couleur.

D'autres ouvrages s'étaient fixés le même but, mais ne nous satisfaisaient que partiellement : le barrage d'une langue étrangère, une maquette trop classique où les photos se tiennent au garde-à-vous, le choix de traiter un thème particulier plutôt que d'envisager l'ensemble des événements... Voilà autant d'écueils, que nous voulions éviter.

Et puisque la guerre d'Espagne avait et continue de dépasser le cadre des frontières, pourquoi ne pas réaliser un ouvrage en plusieurs langues ? Esperanto pour l'internationalisme, espagnol pour le souvenir des camarades, et français, italien, anglais parce que nombreux furent les militants qui quittèrent tout pour construire leur rêve d'égalité et de liberté (3).

Une tâche immense nous attendait alors, elle ne fut possible que par un travail collectif et avec l'aide fraternelle de plusieurs compagnons. D'abord le choix des photos significatives parmi celles que la C.N.T.F. nous avait fournies. Quatre à cinq personnes se chargèrent de ce travail, long et ingrat car cha-

que négatif écarté est chargé d'émotion et l'on regrette souvent l'obligation de choisir. Puis le découpage du futur livre en chapitres, la construction d'un scénario, l'habillage des pages avec les photos et le qualibrage des textes doivent être réalisés. Une fois le projet soumis à l'approbation de l'ensemble du groupe, il reste à écrire les textes et pour cela consulter les ouvrages de référence. Chaque texte adopté est ensuite traduit en cinq langues (avec la collaboration de camarades extérieurs au groupe en ce qui concerne l'esperanto et l'italien).

Lorsque l'enfant paraît

Arrivé à ce stade, le travail n'est pas terminé, loin de là : il s'agit de photocomposer les textes, les corriger, effectuer la photogravure des photos, assurer le montage papier puis le montage film, coordonner les différents travaux. Tout cela fut effectué par les différents membres du groupe, selon la capacité de chacun, et contrôlé par l'ensemble des militants.

Lorsque le montage film est enfin terminé, il ne reste plus qu'à faire parvenir les épreuves à l'imprimerie de nos camarades italiens. Puis, l'impression, le façonnage et l'attente... Un jour, les exemplaires arrivent... L'enfant est beau, malgré quelques erreurs, quelques regrets inévitables. Voilà le fruit de notre travail et, bien sûr, le plaisir et la joie d'avoir œuvré ensemble. Après ? C'est une autre histoire : l'information à travers la presse qui voudra bien nous faire une petite place, la diffusion... et pas seulement en France, mais dans le monde entier (en Italie déjà, par nos compagnons de la F.A.I. ; puis en Grande-Bretagne, en Espagne, etc.).

Nos souhaits ? Avoir réalisé collectivement un bel ouvrage qui puisse faire mieux connaître la révolution sociale espagnole et savoir, pourquoi pas grâce à l'esperanto, qu'un lointain lecteur découvre la voie tracée en 1936 par des paysans et des ouvriers qui ont vécu une partie de leur rêve (4).

Gr. Sacco-Vanzetti

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) « Espagne 36. Images de la révolution sociale », Editions de l'Entraide, 154 illustrations, 95 pp., format 205 x 292, en vente à la librairie du M.L., 100 FF.

(3) Hélas ! une part d'arbitraire existe toujours lorsque l'on doit effectuer des choix.

(4) A cette occasion, nous tenons à remercier (outre la C.N.T.F. pour les photos) Sat-Amikaro pour l'aide que cette organisation nous a fournie.



NOTE DE LECTURE

« Petit guide des services secrets militaires »

« Avis de recherche », dossier n°10

VOILÀ donc le dixième dossier, « à avaler après lecture », que nous livre l'équipe d'« Avis de recherche » nouvelle formule. Ni bréviaire de l'agent secret — pas très catholiques, ces gens-là ! — ni étude zoologique savante sur les populations du « mariage des services spéciaux », cette brochure est en fait un guide à l'usage du citoyen (1).

Ouvrage de vulgarisation, il effectue un rapide historique des différents services secrets militaires, nous livrant leurs buts et leurs moyens, sans oublier l'inévitable évolution (dans la continuité) connue sous le gouvernement socialiste. Ainsi un point très complet est fait sur un domaine qui prône avant tout le silence et la clandestinité.

Guide à l'usage du citoyen ? En effet, car le maquillage défraîchi de la catin démocrate s'effrite pour laisser apparaître l'hideux visage totalitaire. La démocratie abandonne son masque, lorsqu'il s'agit de ses « honorables » agents. Là, tout est clair, plus de lois (à l'exception de celle du plus fort ou du mieux informé) camouflant l'exploitation et l'autoritarisme des sociétés actuelles. C'est le règne de la force brutale, des exécutions, des trahisons et de la violation systématique des droits de l'homme.

La bavure du Rainbow Warrior — bavure non pas parce que cette action eut lieu, mais plutôt parce qu'elle fut un échec diplomatique, médiatique et opérationnel — est significative à cet égard. Une organisation écologiste gêne les intérêts de la France (traduisons par ceux de certains Français), la légalité ne peut rien contre — c'est-à-dire les moyens légaux que se sont donnés les dirigeants de cet Etat qu'on appelle France (2) —, alors utilisons ces spécialistes des coups en douce (parfois !) pour obtenir le résultat escompté. Cela aurait pu réussir (combien de coups tordus sont ignorés par les honnêtes citoyens ?), cela aurait pu être moins violent, mais tout demeure dans la logique de l'Etat.

Alors parcourez ces pages et découvrez, ou refaites connaissance avec la D.G.S.E., le 11^e Choc, la Sécurité militaire (nouveau cru), le G.I.G.N., le S.G.D.N... sigles barbares camouflant des organismes bien réels, chargés avant tout de contrôler la population (ennemi intérieur), bien avant que de s'occuper de l'« ennemi » extérieur. Mais ne vous laissez jamais aveugler par les rideaux de fumée que ces démocratiques services aiment à répandre : la Sécurité militaire n'existe plus, mais la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (D.P.S.D.) si, le service Action de la D.G.S.E. a été « assaini » en créant le 11^e Choc (dissous précédemment par de Gaulle pour des motifs... d'assainissement), etc. Ce ne sont que quelques exemples, méditez-les !

Georges HOST

(1) « Petit guide des services secrets militaires », dossier « Avis de recherche » n°10, 39 pp., en vente à la librairie du Monde libertaire, 20 FF.

(2) Ce pourrait être tout autre Etat, et dans ce cas les services secrets militaires s'appelleraient Mossad, M.I.5, C.I.A. ou K.G.B.

Programmes de Radio-Libertaire

Judi 26 février

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le blues et la guitare à 12 cordes (Blind Willie Mc Tell, Leadbelly, Jesse Fuller et d'autres...)
 « Femmes libres » (12 h à 14 h) : la femme indienne, de mal en pis.
 « Si Vis Pacem » (17 h 30 à 18 h 30) : Elisabeth (chanteuse) et Guimou de la Tronche (parolier et homme d'esprit), chansons et mots d'esprit antimilitaristes.
 « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : le saxophone Baryton avec Charles Tyler et Corrine Colmane.

Vendredi 27 février

« Et les croissants... bordel ! » (8 h à 10 h) : les « news » dans le bleu.
 « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : la merde aussi a une histoire (sociologie, psychologie, etc.)
 « L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : fragments d'un moi contemporain. Existe-t-il un art révolutionnaire ou anarchiste ? Nous posons la question à notre invité Marcelin Pleynet.

Samedi 28 février

« Emission spéciale » (9 h à 11 h 30) : le nucléaire dans le Pacifique avec S.O.S.-Tahiti.
 « Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : les services secrets avec Pierre Martial (« Avis de recherche ») et Pierre Péan (« Secrets d'Etat »).
 « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : les travailleurs handicapés, la situation dans l'automobile.
 « De bouche à oreilles » (14 h 30 à 16 h 30) : quoi de neuf sur les scènes parisiennes ? Avec des invités surprise.

Dimanche 1^{er} mars

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : émission spéciale et mensuelle de bluegrass et de cajun.
 « La fiancée de M. Spock » (16 h à 18 h 30) : science-fiction et psychanalyse (mon moi, connais pas ?) avec Gérard Klein, écrivain, directeur de collection, etc.
 « Uk'Amou » (18 h 30 à 20 h 30) : l'affaire Léonard Peltier (Etats-Unis), dans l'esprit de Cheval Fou (Crazy Horse). Un militant de l'American Indian Movement condamné à deux peines à perpétuité ou l'histoire d'une machination du F.B.I.

Lundi 2 mars

« Chronique du lundi » (9 h à 11 h) : actualité de la semaine, revue de presse.
 « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : la défense de la nature avec l'association « Robin des Bois ».

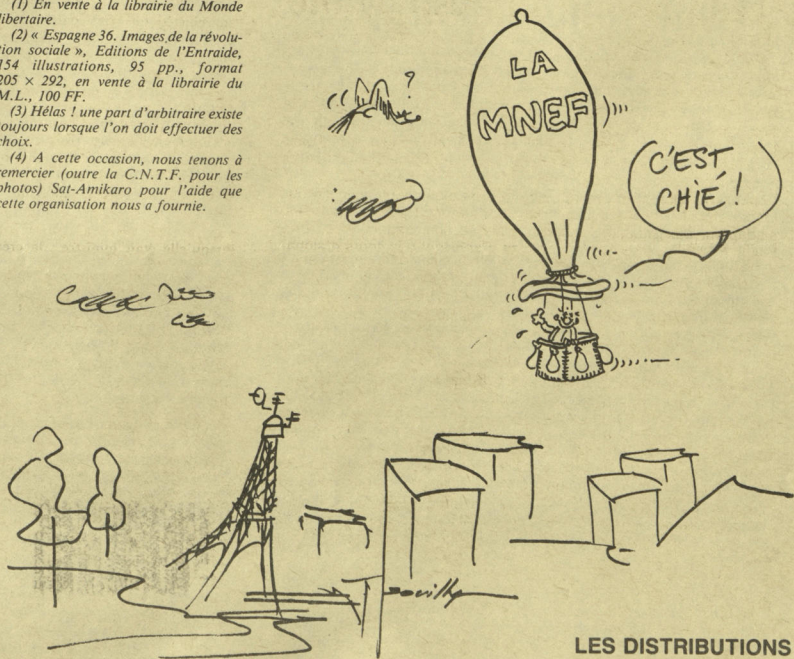
Mardi 3 mars

« Rouge profond » (1 h à 3 h) : la nuit fantastique de Radio-Libertaire. Le premier sujet : la peur. Avec le point de vue de critiques et de journalistes (Petit, Putters, Mante Gazzioni). Et bien sûr des nouvelles de fantastique...
 « Humeurs criminelles » (12 h à 14 h) : tout sur le roman noir, policier !

Mercredi 4 mars

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : à propos de « L'amour chaos » (Hachette), les problèmes de l'adolescence. Avec le docteur Golse et Martine Bloch.

LE DESSIN DE LA SEMAINE



LES DISTRIBUTIONS DE LA M.N.E.F.

Nouvelles de Kanaky

ACTUELLEMENT, le débat en Kanaky est axé sur le scrutin d'autodétermination prévu pour juillet-août 1987. Le gouvernement français utilise tous les moyens (économique, judiciaire, administratif, militaire) pour tenter de briser le mouvement indépendantiste. Rappelons-nous les événements de novembre 1986 à Thio (M.L. n°639), auxquels Matignon n'était pas étranger.

Le F.L.N.K.S. refuse de participer au scrutin en raison de la composition de l'électorat : le front exige que seuls les Kanaks et les habitants de souche puissent voter ; le gouvernement, quant à lui, limite l'inscription aux listes électorales aux résidents de plus de trois ans.

Ce qui assure le maintien de la situation coloniale. En conséquence, l'alternative pour le F.L.N.K.S. est : le boycott passif, qui reviendrait à avaliser l'actuelle situation (quoique cela commence à se réaliser de par le soutien international) ; le boycott actif, c'est aller au « casse pipe », compte tenu de la militarisation (6 000 militaires) et de l'armement des Caldoches. Chirac n'aurait guère besoin d'utiliser l'armée directement, mais pourrait s'en remettre aux Caldoches et donc se retrancher derrière une neutralité bienveillante (voir articles ci-dessous).

Les trois présidents de région (J.-M. Tjibaou de la région Nord, L. Joredie de la région Centre et Y. Yei-

wene de la région des îles Loyauté) ont adressé une lettre ouverte à Chirac. Nous en publions de larges extraits car elle reflète en grande partie la situation et montre la responsabilité du gouvernement.

Dans un prochain numéro du M.L., nous publierons un article montrant concrètement comment le gouvernement bloque les initiatives kanaks. En raison des risques courus par la population, il est urgent que nous nous mobilisions afin de mettre un terme à la domination coloniale (reconnue par l'O.N.U. depuis décembre 1986) et qu'enfin les Kanaks puissent s'autodéterminer.

JEAN-CHRISTOPHE (Gr. Sabate)

Lettre ouverte à Jacques Chirac

(...) En effet, malgré de nombreuses déclarations légalistes, votre gouvernement ne respecte même pas les textes dont il a été pourtant le promoteur, ni les institutions de l'Etat de droit dont vous vous réclamez. Ainsi bafoué-il très ouvertement le peuple kanak et dans sa vie quotidienne et dans les institutions où le suffrage universel lui a donné la majorité.

(...) La « relance économique » dont vous faites état n'est en réalité qu'illusoire, et ne concerne en fait que le redémarrage des activités spéculatives au seul bénéfice des Calédoniens les plus privilégiés de Nouméa (spéculation immobilière, relance de l'économie de comptoir, des activités d'import-export, du négoce, etc.). En dépit des discours officiels, aucun investissement productif n'a été réalisé en Nouvelle-Calédonie au cours des mois passés. Bien plus, les efforts que nous avons menés depuis 1982 pour introduire en profondeur les réformes et la restauration des grands équilibres économiques indispensables au développement du territoire ont été réduits à néant.

Par ailleurs, sur le plan institutionnel nous avons assisté depuis

le 16 mars 1986 à un processus qui tend à étouffer progressivement les institutions régionales, qui sont pourtant, au sens constitutionnel, des collectivités territoriales décentralisées de la République. Cette situation résulte :

1. de blocages administratifs :
• instructions données aux services territoriaux mis à disposition de « geler » tous les dossiers régionaux ;

2. de blocages financiers :
• refus de faire bénéficier les régions de l'intérieur et des îles, à quelque titre que ce soit, des crédits du Fonds exceptionnel d'aide et de développement, alors qu'une convention a, par exemple, été signée avec la région Sud à Nouméa ;
• rappel, dans des conditions où l'arbitraire le dispute à l'illégalité, des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition des régions par le précédent gouvernement ;
• instructions données aux caisses préteuses (Caisse centrale de coopération économique et Caisse des dépôts et consignations) de ne plus consentir de prêts aux régions de l'intérieur et des îles, avec l'argument que leurs ressources que vous avez délibérément minorées ne leur

donnaient plus aucune capacité de remboursement ;

• non-respect des engagements financiers antérieurs (subventions promises non versées, etc.) ;
• les régions de l'intérieur et des îles vont donc se trouver, dans des délais très brefs, privées de tout moyen de fonctionner et d'assurer les missions qui leur sont pourtant attribuées par la loi.

Il est d'ailleurs significatif de constater que la « même rigueur » ne s'applique ni à la région Sud (ou le R.P.C.R. est majoritaire), qui se voit dotée, par le Fonds exceptionnel d'aide et de développement, de crédits importants pour multiplier les « golfs à 18 trous » et les hôtels de luxe dans la région de Nouméa, ni à certaines associations paramilitaires, à qui sont versées, sur le même fonds, des crédits importants destinés à leur recrutement sous le vocable équivoque de « jeunes stagiaires pour le développement ».

(...) Votre politique a ainsi consisté à reconquérir le pays au mépris des droits du peuple kanak, notamment en multipliant les interventions policières et les arrestations arbitraires, en remettant en cause le statut des terres, en quadrillant militairement nos régions (à cet égard faut-il rappeler que 6 000 militaires sont actuellement présents sur le territoire, soit 1 pour 10 Kanaks).

Mais dans le même temps des agressions perpétrées contre les Mélanésiens, et des attentats ou de graves délits dont les auteurs sont de notoriété publique des éléments d'extrême droite, restent impunis et ne donnent pas lieu à l'ouverture d'une information par le parquet.

(...) A l'occasion de son passage, le ministre des D.O.M.-T.O.M. n'a même pas daigné nous informer (non plus que les maires indépendantistes) du programme de sa visite et de son passage dans nos régions et nos communes, alors même qu'il venait y lancer des avertissements menaçants en direction du peuple kanak et de ses représentants.

Nous ne pouvons qu'en conclure que vous n'envisagez le dialogue qu'avec les représentants des mouvements politiques qui inspirent vos thèses.

(...) Voici bientôt deux ans, une démarche résultant d'engagements réciproques avait été amorcée. A travers les nouvelles institutions régionales, elle devait permettre que s'engage un processus positif tendant au développement de ce pays et à la participation de tous à cette grande ambition. Mais la politique de votre gouvernement nous démontre que la continuité des engagements de l'Etat n'est plus assurée et nous amènera inévitablement à reconsidérer les nôtres. (...)



BELEP

La population stoppe l'armée

BELEP est une toute petite île située au nord de l'archipel de Kanaky. L'armée voulait entreprendre des manœuvres sur cette île et ce à l'encontre de la municipalité, des autorités coutumières et de la population ; d'ailleurs elles l'avaient clairement signifié au sous-préfet Martin de la subdivision administrative Nord.

Malgré cet avertissement, le 17 janvier 1987, 104 militaires ont débarqué. La population refuse que les militaires entrent dans le village et font donc barrage, tandis que des négociations s'engagent. Le maire Aymard Boanaque demande au délégué du gouvernement français de faire retirer les troupes ; d'après le représentant de l'Etat, c'est « techniquement impossible ». Vers 18 h, des Pumas déposent des gardes mobiles. Les troupes campent sur le plateau et les crêtes qui dominent le village.

Le lendemain, les militaires veulent « traverser le village pour aller faire des manœuvres à l'autre bout de l'île ». La population leur barre toujours l'accès au village. Une délégation, composée du grand chef de Belep, de l'adjoint au maire, du président du comité de lutte et de six militants, s'entend dire par le lieutenant : « J'en ai rien à foutre de vos coutumes, ici c'est une terre française, j'ai le droit de faire ce que je veux ! ».

A un autre moment, le maire est insulté par le même lieutenant : « Espèce d'enculé de Kanak, sale chien », les Kanaks se firent traiter de « singes » ou « d'évadés de la planète des singes ». A quoi s'ajoutent quelques menaces d'exécutions : « je descendrai au village, je tuerai tout le monde, etc. ». Par la suite, il y eut des tentatives pour les appliquer. Une dizaine de militaires, agressant sur ordre, se lancèrent vers la chambre froide, mais furent arrêtés par la population. De leur côté, les Kanaks restèrent trois jours à l'entrée du village sans répondre aux provocations, empêchant l'armée de rentrer. Le mardi 20, les autorités coutumières renvoyèrent la « coutume » déposée par le sous-préfet ; idem à l'égard du geste coutumier de M. Montpezat, délégué du gouvernement français. Dans l'après-midi qui suivit, les officiers et les gardes mobiles annonçaient le départ des troupes pour le lendemain, dès 8 h. Par sa détermination, la population avait gagné contre l'armée.

J.-C.

(1) Il y a actuellement 6 000 militaires et gendarmes mobiles en Kanaky. Ce qui représente un uniforme pour 10 Kanaks.

(2) La population de Belep vit essentiellement de la pêche. La chambre froide permet de conserver le produit de la pêche. Elle est vitale pour l'économie de l'île.

ENQUÊTE SUR UN MEURTRE

Une voiture de trop...

DANS le Monde libertaire n°639 nous relations les événements qui s'étaient déroulés à Thio le samedi 15 novembre 1986. Rappelons qu'à la suite d'une manifestation du R.P.C.R., la boulangerie des Mouléous (Caldoches pro-indépendantistes) avait été incendiée et qu'un Caldoche avait été tué à la suite d'un échange de coups de feu entre manifestants R.P.C.R. et Kanaks. Environ trente Kanaks ont été arrêtés et Georges Thomo fut inculpé d'homicide volontaire avec préméditation, « car à la suite des brutalités exercées sur sa personne, il avait avoué avoir tiré un coup de feu sans viser » (1).

Le 6 janvier le juge d'instruction Blanc, chargé de « l'affaire Georges Thomos » a procédé à une reconstitution. Cela était d'autant plus nécessaire qu'aucune clarté sur les événements n'avait vu le jour : les témoins R.P.C.R. ont développé au moins quatre versions différentes concernant l'origine du coup de feu meurtrier ; il fallait déterminer l'origine de la balle meurtrière qui n'a pas été retrouvée. Le jour dit un important dispositif policier est mis en place sur les lieux, permettant aux témoins R.P.C.R. d'être présents, tandis que du côté kanak seul Georges Thomo et son avocat Maître Tehio sont admis.

La reconstitution a montré qu'il était impossible que l'accusé puisse avoir tué, avec son arme, la victime : même un tireur d'élite ne peut tirer avec précision à cette distance avec l'arme utilisée (250 à 300 mètres) ; là où Georges Thomo était placé, il y avait un véhicule stationné qui faisait écran entre le présumé tireur et la victime. Malgré un deuxième essai, et ce en changeant la position du tireur, le juge n'a pu tirer de conclusions précises. En outre le rapport balistique n'est toujours pas arrivé sur le territoire. Dans un communiqué de presse le comité Pierre-Declercq (2) « demande la mise en liberté de Georges Thomo, ainsi que celle de tous les inculpés F.L.N.K.S. dans l'affaire de Thio. Dix de ces derniers n'étaient même pas sur les lieux et sont encore en détention depuis deux mois ».

J.-C. (Gr. Sabate)

(1) Communiqué du comité Pierre-Declercq, daté du 9 janvier 1987.
(2) Comité qui s'est constitué après l'assassinat de Pierre Declercq (Caldoche pro-indépendantiste, militant de l'Union calédonienne) survenu en septembre 1981.